

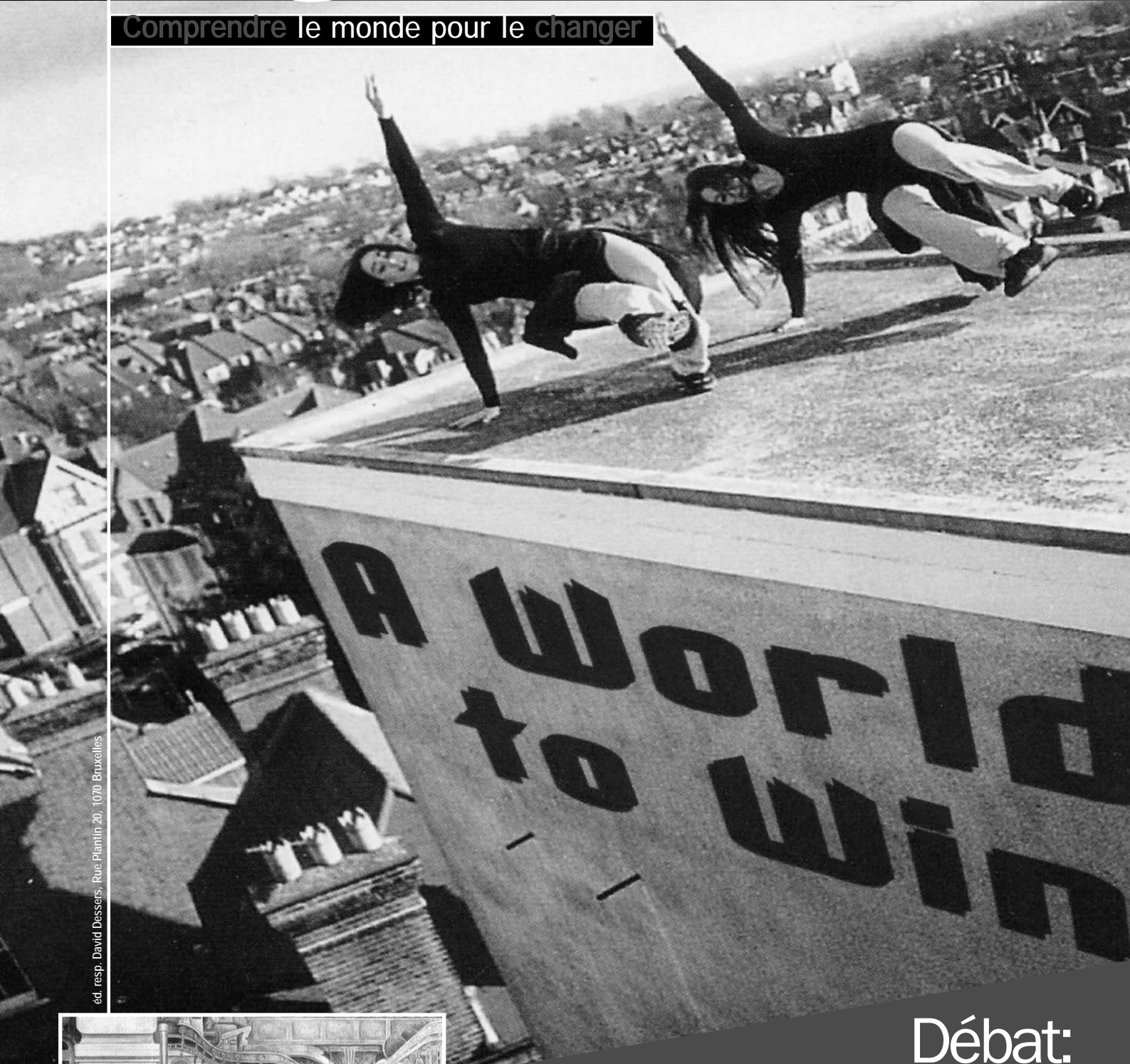
la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

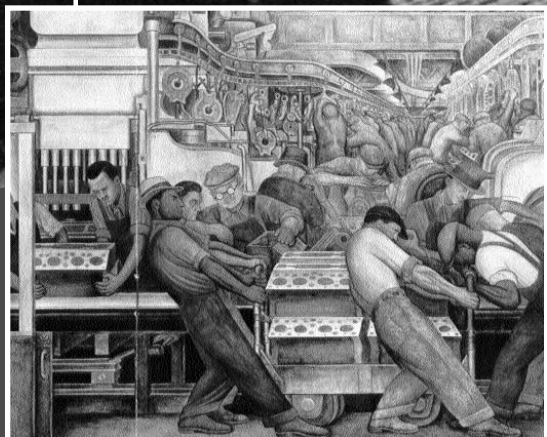
PRIX: 1,50 EURO
47^E ANNEE • NOVEMBRE 2004

#07

Comprendre le monde pour le changer



éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles



Débat:
La question du parti au
temps de Lula

Flexibelgique
Stop ou encore?



Il y a 15 ans, le Mur de Berlin tombait, c'était le début de la fin de la guerre froide. Malgré tout, aujourd'hui, la menace nucléaire est de nouveau à l'ordre du jour. C'est contre ce danger que se déploie, en Belgique, la campagne Bomspotting, qui a démarré cette automne et culminera en avril 2005. Rencontre avec Roel Stynen, du Forum voor Vredesactie, association pacifiste flamande au cœur de la campagne. INTERVIEW PAR FREDERIC LEHEMBRE

BOMSPOTTING

Quels sont les buts et modes d'action de la campagne?

Roel: Nous voulons que la question des armes nucléaires soit au cœur du débat politique car notre objectif est le désarmement nucléaire. Nous avançons pour cela différentes exigences. La Belgique doit abandonner ses tâches nucléaires au sein de l'OTAN; les armes nucléaires doivent disparaître irrévocablement de ce pays. Mais ce n'est pas assez. Il faut aussi que l'OTAN renonce à sa stratégie nucléaire. Les armes nucléaires doivent donc être bannies également des autres pays-membres, d'où notre forte focalisation sur l'OTAN.

La campagne est articulée en trois phases. Une première, en octobre, pour des actions décentralisées et non-annoncées. Nous voulons, de manière active et non-violente, attirer l'attention afin d'empêcher la préparation et l'utilisation d'armes nucléaires. Cela peut se faire de différentes façons. Par exemple en établissant, pour un court laps de temps via un barrage routier, une inspection de citoyen/es à la recherche d'armes nucléaires. Ces actions imprévisibles et intempestives rendent plus difficile l'intervention rapide des forces de l'ordre.

La deuxième phase aura lieu le 27 novembre. L'idée est que les "bomb-spotters" de différentes villes de Belgique se rassemblent et marchent vers leur commissariat de quartier où

ils déposeront collectivement une déclaration dans laquelle ils portent plainte contre la politique d'armes nucléaires à laquelle la Belgique se rend complice. Ils y exprimeront en même temps qu'ils/elles sont complices de la prévention de l'utilisation des armes nucléaires, par la participation directe à une action ou par l'aide financière. Nous voulons montrer par là qu'il y a un large soutien pour ces actions.

La troisième grande phase sera le "Bomspotting XL", le 16 avril 2005. La différence avec les années précédentes est que, cette fois-ci, nous allons être présents sur tous les lieux en Belgique qui ont quelque chose à voir avec les armes nucléaires: à Kleine-Brogel où sont stockées des armes nucléaires; au Shape où les plans d'utilisation sont concrètement préparés; et aux sièges de l'OTAN à Mons et à Evere où s'élabore la grande planification politique et stratégique de l'OTAN.

Le scénario d'action pour ce jour est à vrai dire encore entièrement ouvert parce que nous essayons d'être flexibles jusqu'au dernier moment, notamment pour faire face aux déploiements répressifs. L'idée reste toujours la même: une action de désobéissance civile (donc strictement non-violente) par laquelle les

gens peuvent participer à différents niveaux.

Dans quel contexte placez-vous cette campagne ?

Roel: Les armes nucléaires ont pendant longtemps disparu de l'ordre du jour des mouvements politiques et sociaux. Aussi longtemps que la guerre froide a fait rage, cela a été un thème important. Pourtant, les risques d'un conflit nucléaire semblent ces dernières années plus grands qu'à l'époque de la guerre froide. De plus en plus d'Etats essaient d'obtenir un arsenal nucléaire. Les Etats-Unis développent des armes nucléaires tactiques plus petites avec l'objectif de les utiliser véritablement sur le terrain.

Quel avenir pour bomspotting ?

Roel: Cela dépendra beaucoup des actions de cette année et de leur bilan. Le plus important pour nous est de continuer à nous focaliser sur l'OTAN et de nous déployer davantage sur le plan international. Nous ne sommes finalement qu'un petit mouvement de paix face aux gouvernements et à l'OTAN. La lutte pour la dénucléarisation de l'OTAN pourra mieux progresser si des actions sont menées dans les différents pays-adhérents. Nous allons y consacrer plus d'énergie les années à venir. ■



CONTACTS:

Bomspotting asbl
Rue Van Elewyck 35
1050 Bruxelles
GSM: 0474/61.93.69.
Mail: wallonie@bomspotting.be
Site: www.bomspotting.be
N° de compte: 979-6199050-76

L'affaire DHL donne des maux de tête à bien des gens. Personne ne semble capable de dépasser ses intérêts corporatistes immédiats. Le gouvernement fédéral aspirait volontiers à une extension de DHL mais n'a pas réussi à s'accorder avec les gouvernements régionaux sur les charges à payer pour les vols de nuit supplémentaires. Par son jeu malhonnête, DHL est parvenue à attiser les contradictions. Bientôt elle pourra ramasser la mise substantielle de son jeu de poker, à Zaventem ou à Leipsick.

Il faut le reconnaître: le mouvement ouvrier organisé, lui non plus, n'arrive pas à proposer une perspective qui dépasse vraiment les intérêts corporatistes et immédiats. Le mouvement ouvrier connaît trois niveaux de développement possibles,

manité contre la soif de profit du capital avec ses désastreuses conséquences sociales et écologiques.

Où en sommes-nous dans l'affaire DHL ? Sans doute quelque part entre les deux premiers niveaux. Il est surprenant de constater que les responsables syndicaux essaient de dissimuler les manigances des patrons de DHL, comme d'entendre dire que "le gouvernement a chassé DHL". Les syndicats rappellent à l'ordre un Verhofstadt - lui qui a soulagé les riches par une réduction d'impôts colossale - parce qu'il n'a pas assez ménagé une multinationale ! On a entrepris une tentative timide pour dépasser le niveau primaire lorsque, sous l'influence du Syndicat International du Transport, les syndicats de Zaventem et de Leipsick se sont concertés pour empêcher une lutte fratricide

Quels SYNDICATS pour quelle SOCIÉTÉ ?

disons trois niveaux de maturité politique. Le premier niveau est celui où les syndicats de certaines filiales d'une multinationale luttent, si besoin est, pour attirer à eux de nouveaux investissements. Ainsi les syndicats de Ford-Dagenham en Grande-Bretagne ont mené une curieuse bataille pour l'emploi en voulant se réserver la production du nouveau modèle Volvo, cela au détriment d'une usine belge.

Le deuxième niveau est le niveau économiste où les travailleurs parviennent à une forme d'unité dans une lutte antipatronale focalisée sur les objectifs immédiats: augmentation de salaire, diminution du temps de travail, etc. Le mouvement ouvrier ne devient cependant un vrai acteur politique que s'il arrive en troisième instance à devenir "hégémonique", c'est-à-dire quand il cherche à incarner l'intérêt général, cet intérêt commun dans lequel se retrouvent les aspirations de tous les groupes opprimés, où se produit une symbiose entre le mouvement ouvrier, le mouvement écologique, les luttes féministes et la résistance des minorités nationales et culturelles contre le bloc du grand capital et de ses acolytes. Alors seulement la classe des salariés devient une classe universelle, une classe qui incarne les intérêts universels de l'hu-

entre les différents groupes de salariés au plus grand bonheur (et au plus grand profit) de DHL. On proposait une répartition équitable entre les deux filiales. C'était certes un pas en avant mais il ne nous rassure pas vraiment. Il est sans nul doute difficile d'expliquer aux salariés des deux sites de DHL que la seule issue pour le mouvement ouvrier est une campagne au niveau européen, liée au mouvement écologique (qui appartient, lui aussi, à la classe des salariés), pour une interdiction générale des vols de nuit. Une campagne combinée à une lutte offensive pour une diminution du temps de travail, une répartition du travail et la création d'emplois par les autorités publiques dans les régions qui ont le plus souffert du chômage. Et puisque nous en sommes arrivés au point actuel, nous devons mener la lutte pour que chaque salarié/e de DHL ne perde pas son emploi dans les jours qui viennent, et pour qu'un salaire équivalent lui soit assuré.

Pour pouvoir combattre le néolibéralisme et l'extrême-droite nous avons besoin d'un syndicat qui n'a pas peur de dépasser les intérêts corporatistes et qui ose mobiliser différents secteurs sociaux en faveur d'un projet de société autonome et écologique. ■

la gauche

Mensuel édité par le Parti Ouvrier Socialiste (POS) - Quatrième Internationale

ÉDITEUR RESPONSABLE: David Dessers

SECRETARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél: 02 523 40 23 // Email: lagauche@sap-pos.org // Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: France Arets, Sébastien Brulez, G. Buster, Céline Caudron, Chris Den Hond, Freddy De Pauw, David Dessers, Georges Dobbeleer, Anne Gersten, Virginie Godet, Denis Horman, Frédéric Lehembre, Matthias Lievens, Eric Matrige, Miluskaya, Pips Patroons, Isabelle Ponet, Ataulfo Riera, Daniel Tanuro, Louis Verheyden

TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".

La décision du gouvernement russe de ratifier le Protocole de Kyoto mérite qu'on y revienne. Les USA s'étant retirés en 2001, la ratification par Moscou était indispensable pour que l'accord signé au Japon en 1997 entre en application (4). Le traité doit encore passer par la Douma mais il ne fait guère de doute que le Parlement russe suivra la voie tracée par l'exécutif, de sorte que le traité entrera effectivement en application en 2005. C'est une victoire pour l'Union Européenne dans sa lutte de concurrence avec les Etats-Unis, et un tout petit pas en avant - très insatisfaisant - dans la lutte contre le changement climatique.

PAR DANIEL TANURO

KYOTO ratifié

Bonne nouvelle pour les entreprises ... et l'environnement ?

Elaboré dans le sillage de la Convention-cadre de l'ONU sur le Changement Climatique (Rio 1992), Kyoto enjoint aux pays industrialisés (y compris les pays de l'Est dits "en transition") de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre⁽²⁾ de 5,2% au cours d'une première "période d'engagement" 2008-2012. L'année de référence choisie est en général 1990. L'engagement global est modulé selon les pays (l'Union Européenne, par exemple, doit diminuer ses émissions de 8%). L'élaboration du Protocole ainsi que les négociations sur ses modalités et sur ses suites - qui continuent à travers les Conférences des Parties à la Convention-cadre - sont soumises à d'intenses pressions des lobbies capitalistes. De ce fait, l'objectif de 5,2% a été assoupli par trois mécanismes dits de flexibilité: le mécanisme du développement propre, la mise en œuvre conjointe et l'échange de droits d'émission⁽³⁾. Pour comprendre le bras de fer autour de la ratification russe, il faut comprendre en particulier le système d'échange de droits d'émission.

Effet boule de neige climatique

Selon un physicien américain, la concentration atmosphérique en CO2 a brutalement augmenté ces dernières années, sans qu'on note une hausse proportionnelle des émissions. Seule explication possible: à partir d'un certain point, la capacité des écosystèmes d'absorber le CO2 diminue quand la quantité de CO2 dans l'air augmente. Autrement dit: le changement climatique a commencé à s'alimenter lui-même (12).

Money, money

Le principe est simple: puisque le CO2 émis en un point quelconque du globe circule très rapidement et contribue ainsi au réchauffement global, les négociateurs de Kyoto ont estimé que le lieu des réductions d'émissions n'avait guère d'importance, l'essentiel étant que les "plus" et les "moins" des pays par rapport à leur quota se compensent, de sorte que l'objectif soit atteint globalement. En application de ce principe, un pays qui dépasse son objectif de réduction dispose d'un montant équivalent en "droits d'émission". Ces droits peuvent être capitalisés pour alléger les objectifs de réduction ultérieurs (car l'effort de Kyoto se poursuivra à travers une seconde période d'engagement 2012-2016). Ils peuvent aussi être vendus à d'autres pays signataires, qui ne parviennent pas à atteindre leur objectif par des mesures nationales. Kyoto implique donc la création d'un marché mondial du carbone⁽⁴⁾.

On l'a dit, l'année de référence pour calculer les réductions d'émission est 1990. Or, après 1990, les économies des pays de l'ex-glacis soviétique se sont effondrées, parfois de 50%. Par ce simple fait, ces pays se sont retrouvés du jour au lendemain propriétaires d'énormes quantités de droits d'émission potentiels. Ces droits ne pouvaient devenir vendables que si le Protocole entrait en vigueur. De ce point de vue, Russes et Ukrainiens avaient intérêt à la ratification. Mais il ne suffit pas d'offrir de la marchandise, encore faut-il que

son prix soit soutenu par la demande. Et c'est ici que le bât blesse. En effet, les gros acheteurs potentiels sont les Etats-Unis. En 2000, leurs émissions étaient près de 20% au-dessus de l'objectif de Kyoto. Selon des projections fiables, l'excédent américain de carbone en 2010 serait de 300 à 500 millions de tonnes/an, soit à peu près les droits d'émission que les Russes pourraient mettre en vente à ce moment-là. Avec les Américains, le marché serait équilibré⁽⁵⁾. Dans ces conditions, Kyoto pourrait rapporter jusqu'à 170 milliards de dollars en cinq ans à Moscou. Mais, sans l'Oncle Sam, l'offre excède de loin la demande, et les Russes devront se contenter de 20 milliards de dollars, voire moins.

Europe et Amérique

Mais voyons les choses de plus près. Contrairement au Japon et à l'UE les Etats Unis au niveau fédéral n'ont guère amorcé le tournant vers les sources d'énergies renouvelable (SER). La part qu'ils consacrent à la recherche sur celles-ci a diminué depuis vingt ans. Cinquante pour cent des centrales électriques US sont alimentées au charbon. Les 4/5e de la capacité de production électrique dont le pays aura besoin en 2010 ont été installés récemment. Par ailleurs, chacun sait le poids du lobby pétrolier aux Etats-Unis. Face à cela, pour une série de raisons qui sont avant tout stratégiques (domination américaine sur les ressources et les marchés pétroliers, notamment), l'UE a adopté une politique énergétique un peu différente, de sorte qu'elle a

aujourd'hui en matière de SER une longueur d'avance sur son grand allié et rival d'Outre-Atlantique. Un indicateur suffit à concrétiser la chose: la part des SER dans la production électrique n'est que de 2% aux Etats-Unis⁽⁶⁾; elle est de 6% dans l'UE et l'objectif des 12% a été adopté pour 2010...

Le refus d'une bonne partie de la classe dominante américaine de voir la menace climatique en face est certainement lié à ces enjeux stratégiques, ce qui constitue un exemple caractéristique d'auto-intoxication des consciences par la logique du profit. Il est piquant de constater que cette auto-intoxication a joué en défaveur du capitalisme US. En effet, alors que le protocole devient effectif, et alors qu'un Tony Blair considère le changement climatique comme un enjeu majeur, Washington voit se concrétiser la mise en garde d'un haut responsable de la multinationale américaine DuPont: *"Les économies devront s'adapter (au changement climatique). Les Etats-Unis feraient une erreur en s'isolant de ces pressions. Quand la réalité s'imposera, les Etats-Unis auront plus de retard à rattraper et nos concurrents seront devant nous dans le développement et l'utilisation des technologies douces"*⁽⁷⁾.

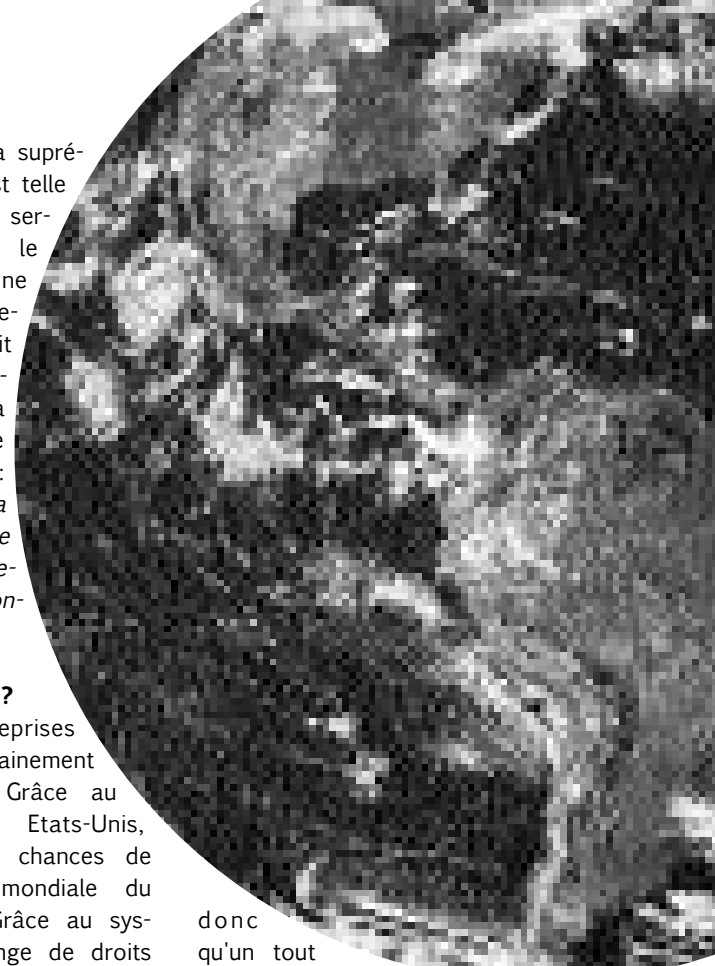
La partie de poker climatique qui vient de s'achever se présentait donc de la façon suivante. La Russie voulait faire monter les enchères. Les USA voulaient torpiller le Protocole afin de recommencer la négociation sur de nouvelles bases, notamment en incluant d'emblée les grands pays en développement (Chine, Inde, Brésil) dans la première période d'engagement, voire en fixant un prix plafond pour la tonne de carbone. L'UE a fait le forcing, avec un œil sur ses opinions publiques et l'autre sur le marché des technologies propres⁽⁸⁾.

Et elle a gagné. Mais la suprématie des Etats-Unis est telle que la partie a été très serrée. C'est pourquoi le grand capital européen ne cache pas son soulagement. Comme le dit Digby Jones, directeur-général de la Confédération de l'Industrie Britannique: *"La décision de la Russie est une bonne nouvelle pour les entreprises et pour l'environnement"*⁽⁹⁾.

Une bonne nouvelle ?

Pour les entreprises européennes, c'est certainement une bonne nouvelle. Grâce au retard pris par les Etats-Unis, Londres a toutes les chances de devenir la capitale mondiale du marché du carbone. Grâce au système européen d'échange de droits d'émission, qui entre en vigueur début 2005, 5 000 grandes entreprises de l'UE vont acquérir une expérience précieuse de gestion et de manipulation des droits d'émission. Grâce au déblocage du protocole, enfin, le secteur industriel recevra une impulsion significative. Les entreprises européennes sont bien placées pour en profiter. Commandes d'éoliennes, d'installations de cogénération à partir de biomasse, d'équipements de biométhanisation des déchets ou de production de biocarburant vont se multiplier - notamment pour l'investissement dans les pays du Sud, dans le cadre du "mécanisme de développement propre"⁽¹⁰⁾.

Pour l'environnement ? C'est une autre paire de manches. Selon les climatologues, la stabilisation de la concentration atmosphérique en CO₂ à un niveau non dangereux pour l'humanité implique de réduire les émissions de 60% d'ici 2050. Kyoto n'est



donc qu'un tout petit premier pas dans la bonne direction. De plus, ce petit pas est encore réduit et perverti par la logique de marché des "mécanismes flexibles"⁽¹¹⁾. De ce point de vue, un paradoxe est à souligner: l'Union Européenne a gagné en se ralliant aux recettes néolibérales avancées par les USA avant qu'ils se retirent de la négociation... Nul doute que ce facteur facilitera la réconciliation ultérieure entre les protagonistes !

Alors que les cris d'alarme se multiplient (voir l'encadré p.4), la logique néolibérale a surtout prouvé qu'elle pouvait faire de la mobilisation contre le changement climatique un business très rentable. Elle n'a nullement prouvé qu'elle pouvait mener cette lutte de façon efficace, coordonnée et rapide, c'est-à-dire en évitant des catastrophes écologiques et sociales majeures. ■

(1) Pour devenir effectif, le Protocole doit être ratifié par au moins 55 pays représentant au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre. Les Etats-Unis étant le premier émetteur mondial de ces gaz et le second - la Chine - n'étant pas soumis à engagement, la signature du N°4 devenait indispensable. Or ce N°4 est la Russie. / (2) Six gaz sont pris en compte: le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), l'oxyde nitreux (N₂O) et trois gaz chlorés ou fluorés. Pour des raisons de facilité, les émissions des six gaz sont exprimées en équivalent CO₂. / (3) Pour une présentation d'ensemble de ces mécanismes, lire *Inpécor* N° 491, avril 2004. / (4) Pour autant, il n'est pas permis de ne faire aucun effort chez soi: les signataires s'engagent à recourir au marché seulement à titre de "complément" aux mesures nationales de réduction. / (5) Voir le graphique établi par le Royal Institute of International Affairs, Sustainable Development Program, Briefing Paper N°6. / (6) Y compris l'énergie hydroélectrique. Sans celle-ci, la part des SER proprement dite n'est que de 1%. / (7) *Business Week*, 9 avril 2001. / (8) Le marché mondial de l'écoindustrie est estimé à 550 milliards d'Euros, avec des taux de croissance attendus de 5 à 8% dans les pays émergents. / (9) *Financial Times*, 1/10/04. / (10) Le mécanisme de développement propre permet aux pays du Nord qui investissent au Sud dans des technologies réduisant les émissions de CO₂ d'acquérir des unités de réduction certifiées. Celles-ci peuvent être comptabilisées en réduction de l'engagement de leur pays d'origine. Comme le dit platement le ministère néerlandais en charge de ce système: *"En fait, la recherche d'unités de réduction certifiées crée un return supplémentaire sur investissement"*. / (11) Et par le fait que les absorptions de carbone par les forêts sont placées sur le même plan que les réductions d'émission provenant de la combustion des combustibles fossiles, ce qui est un non-sens du point de vue scientifique. / (12) *The Independent*, 13/10/04.

Cela fait quelques mois maintenant que l'on entend de ci de là parler de Pierre Foldes, surtout dans les émissions médicales. Alors, qu'a-t-il donc fait de si extraordinaire, ce monsieur ? D'un point de vue strictement technique, il a mis au point une nouvelle opération bénigne. D'un point de vue humain, il a rendu à un petit nombre de femmes (encore bien trop peu) leur intégrité physique, et leur a donné une nouvelle chance de s'épanouir. Pas mal, pour un seul homme... PAR VIRGINIE GODET

Réparer l'EXCISION Reconstruire les EXCISÉES

Pour comprendre toute l'importance du travail du docteur Foldes, je voudrais que chacun d'entre vous tente d'imaginer la vie sexuelle d'une femme dépourvue de clitoris. Pour les femmes, ce sera certainement facile. Pour les hommes, pensez à une partenaire qui n'aurait sans doute aucun désir, pour qui faire l'amour relèverait du sacrifice, serait un moment de souffrance. Voilà, maintenant nous pouvons vraiment commencer...

Pierre Foldes est chirurgien urologue, un spécialiste de la verge. Depuis maintenant 25 ans, il donne un peu de son temps à



Médecins du Monde. C'est au cours d'une mission au Burkina Faso qu'il a découvert les ravages causés par l'excision sous ses différentes formes, qui vont de la "simple" ablation du gland clitoridien⁽¹⁾ à ce que l'on appelle l'excision pharaonique, c'est à dire l'ablation du clitoris, des grandes et petites lèvres et leur infibulation - on les recoud en ne laissant qu'une ouverture pour l'écoulement des règles⁽²⁾. Cette muti-

lation, destinée à reléguer la femme à son seul rôle de reproductrice, est à l'origine de nombreux problèmes sanitaires: infections, accouchements pénibles, voir mortels, cicatrices douloureuses.

Bien sûr, des lois sont promulguées contre cette pratique. En Afrique, on organise des campagnes de sensibilisation, surtout pour les mères. Trop souvent, les femmes reproduisent leur propre oppression⁽³⁾, et ce sont elles qui insistent pour que leurs filles soient excisées. Des plans de réinsertion professionnelle sont prévus pour les exciseuses, pour qu'elles puissent continuer à gagner leur vie, tout en renonçant à cette activité (par ailleurs fort lucrative dans des pays où 95% de la population féminine est excisée). Tout cela est fort bien, mais c'est encore trop peu. Et pour les filles ayant subi l'excision, c'est trop tard.

C'est là qu'intervient le docteur Foldes et sa technique de réparation, si simple qu'on se demande pourquoi elle arrive seulement maintenant. Pour la petite histoire, on pratique des reconstructions de la verge depuis environ 150 ans. Par contre, le clitoris est peu ou pas étudié en faculté de médecine. Il ne sert à rien. Et le plaisir ? C'est un plus, mais ce n'est pas une fonction organique vitale. Tout restait donc à inventer.

Il faut savoir que le clitoris se prolonge sur plus de 10 cm le long de l'os pubien. Lors de l'excision, on en sectionne la partie apparente: le gland clitoridien. L'opération consiste à remettre à jour la partie enfouie, à libérer les ligaments qui la retiennent au pubis et à la remettre à sa place pour former un nouveau gland. Au bout de

quelques mois, les nerfs sont à nouveau sensibles. L'opération dure 45 minutes, sous anesthésie générale, bien qu'elle soit tout à fait réalisable sous anesthésie régionale. On évite ainsi de générer un nouveau traumatisme. L'excision est, pour beaucoup de ses victimes, assimilée à un viol.

A présent, 15 femmes se font opérer chaque semaine. En France, l'opération est depuis peu prise en charge par la CNAM (caisse nationale d'assurance maladie). Auparavant, Pierre Foldes travaillait gratuitement. Il donne des formations sur cette technique dans des universités américaines et est en contact avec les gouvernements africains. Un tiers de son temps est consacré aux femmes mutilées. Et le prix Nobel de médecine vient d'atterrir sur des chercheurs étatsuniens étudiant l'olfaction !

Et chez nous ? Le déficit de la sécurité sociale serait-il irrémédiablement aggravé par le remboursement d'une opération dont on ne peut pas oser dire qu'elle relève du simple confort ? Les futurs gynécologues ne gagneraient-ils pas beaucoup à être formés à cette technique ? Les femmes excisées vivant en Belgique doivent-elles absolument se rendre en France pour recouvrer leur intégrité ? J'ai la désagréable impression que, comme c'est encore une histoire de bonnes femmes, les choses vont traîner en longueur. Comment voulez-vous parler du clitoris à la Chambre, alors que 30% des hommes ne savent même pas que ça existe !

Pourtant, on ne déconne pas avec le clitoris, c'est quelque chose de bien trop sérieux... ■

(1) On a tendance à présenter l'excision comme un équivalent féminin de la circoncision. En fait, elle correspondrait, chez l'homme, à une ablation du gland. / (2) Je n'ai pas été en mesure de vérifier si cette pratique était avérée dans l'Egypte ancienne. / (3) La version soft, dans les pays occidentaux, ce sont les mères qui ne comprennent pas pourquoi leurs filles accouchent sous péridurale. Quand on donne la vie, il faut avoir mal, ça fait des siècles que ça dure.

Qui n'est pas fasciné par les pyramides de Teotihuacan, par un masque olmèque ou le calendrier aztèque ? Qui ne connaît Herman Cortes ou Emiliano Zapata, Diego Rivera ou Frida Khalo ?... Si riche par son histoire, son art et sa culture, le Mexique nous est en quelque sorte familier et, une fois encore, il est à la une de l'actualité culturelle. PAR ANNE GERSTEN

Mexique-Europe

ALLERS-RETOURS 1910-1960

Nombreuses sont les expositions qui, en France et en Belgique depuis les années 1950, ont été consacrées à l'art précolombien. Aujourd'hui, c'est l'art moderne mexicain, à travers ses échanges et ses relations avec l'Europe qui est le thème central de la grande manifestation: *Mexique-Europe Allers-Retours, 1910-1960*, organisée avec *Lille 2004, Capitale Européenne de la Culture*.

Le muralisme

Un art moderne original et une nouvelle identité mexicaine se développent au lendemain de la révolution de 1910 à travers un courant de peinture devenu mondialement célèbre, le muralisme. Les murs des édifices publics furent confiés aux artistes pour qu'ils les couvrent d'images et que le peuple, après quatre siècles de domination étrangère, puisse y lire sa propre histoire. L'impulsion fut donnée par Gerardo Murillo, qui prit le nom de Dr. Atl (qui signifie "eau", source de vie, en nahuatl). Il critiqua l'enseignement de l'Académie Nationale de Mexico et prôna un retour aux sources.

Par ailleurs, voulant mettre fin à un important analphabétisme régnant dans le pays et favoriser le développement de la culture, le Ministère de l'Education Publique récemment fondé permit de couvrir les murs de nombreux édifices publics de peintures. Il s'agissait de

créer un art qui parle au peuple, dans la rue. Il fallait lui donner à voir sa propre image nationale basée sur la revalorisation de la culture autochtone et de l'héritage précolombien ainsi que de l'aider dans son combat pour l'émancipation et dans sa lutte contre l'oppression.

Parmi d'autres, trois peintres, trois tempéraments différents, trois grands talents illustrent le muralisme, Diego Rivera, Jose Clemente Orozco et David Alfaro Siqueiros. Diego Rivera (1886-1957) a défini sa vision d'un art de propagande au service du peuple et du nationalisme mexicain et est devenu le plus illustre des muralistes. Il a exécuté de nombreuses fresques pour les édifices publics, notamment pour l'Ecole d'Agriculture de Chapingo. Une inscription s'y glisse: "*Cet établissement enseigne l'exploitation de la terre et non celle de l'homme*". Jose Clemente Orozco peignit des images de la misère humaine, de la guerre et de la souffrance avec une émotion poussée à son paroxysme. David Alfaro Siqueiros (1898-1974) a été profondément engagé politiquement et s'est révélé davantage agitateur politique que peintre. Son œuvre est souvent d'une tension dramatique saisissante et dégage une force monumentale poignante, comme en témoigne sa dernière fresque *La marche de l'humanité en Amérique latine* qui couvre 4.654m² dans le

polyforum de l'Hôtel Mexico.

Art d'avant-garde?

Le muralisme mexicain est un art profondément original et "interpellant"! Art d'avant-garde et art officiel à la fois! Termes et concepts partout ailleurs antinomiques!

Même si, au Mexique, la Révolution s'est progressivement "institutionnalisée" (PRI) et que le pouvoir fut aux mains d'un parti unique, ce n'est pas le pouvoir politique qui imposa un "art officiel". Les artistes, qui ont tous participé à la Révolution, ont voulu délibérément intégrer l'art à la politique et la mettre au service de la société nouvelle. Il s'agissait bien, non de la contrer, mais de s'affirmer à l'intérieur de l'esthétique officielle. Ce qui est fondamentalement différent du Réalisme Socialiste, art officiel imposé par les régimes stalinien et nazi, art qui ne tolère que des représentations réalistes, "léchées" et conventionnelles, souvent grandiloquentes, destinées à frapper la conscience des masses populaires.

Le régime politique issu de la Révolution devait inévitablement tomber dans la bureaucratie. L'art qui le représentait s'enlisa dans l'académisme et ses contradictions furent de plus en plus apparentes. Ceci explique la réaction d'émancipation des mouvements artistiques des générations suivantes. ■

MEXIQUE-EUROPE, ALLER-RETOUR 1910-1960

Musée d'Art Moderne Lille Métropole-Villeneuve d'Ascq. Du 04/10/2004 au 16/01/2005. Ouvert du lu. au sa. de 10h. à 18h. Le dim. De 10h à 18h30. Nocturne et entrée libre le je. de 18h à 21h. Tarif: 7,50 euros; réduit, 5 euros. Rens. +33(0)320196868.

Ci-contre:

Diego RIVERA. *Révolution russe ou Troisième Internationale*, 1933.

Fresque murale sur support transportable, 68 x 139cm.

Museo del Palacio de Bellas Artes, Mexico.



Le 20 septembre, tombait à Liège la décision du Tribunal du Travail quant à l'explosion de la cokerie d'Ougrée: des peines de prison pour les deux ouvriers, la suspension du prononcé pour les cadres et les contremaîtres, aucune mise en cause de la société Cockerill-Sambre elle-même. Larmes et colère ont accueilli le verdict du côté des travailleurs, assurance et arrogance du côté des patrons. "Un jugement digne du 19ème siècle" s'exclame Véronique De Keyser au journal de la RTBF. Comment a-t-on pu en arriver là? PAR ISABELLE PONET

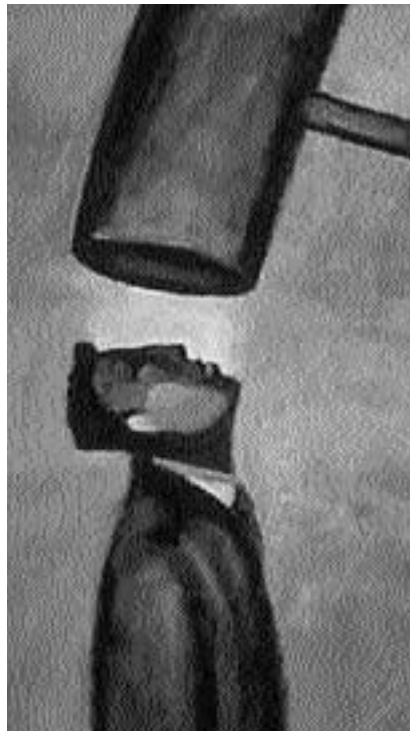
Justice de classe

Arcelor l'emporte contre ses travailleurs

Les magistrats de Liège ont donné raison sur toute la ligne à la direction de l'entreprise: les consignes de sécurité avaient été données. Les travailleurs n'avaient qu'à les appliquer! Si l'accident est arrivé, ce ne peut être que par leur faute. Pour le Tribunal, le débat est clos, alors que pour les travailleurs toutes les questions restent en suspens.

Le 22 octobre 2002, la direction de Cockerill décide de réaliser au même moment deux opérations difficilement compatibles: l'entretien de la conduite principale de gaz du four à coke, ce qui nécessite de l'inertier (supprimer tout flux gazeux) et d'autre part des essais gazomètres exigeant eux, nécessairement, le passage du gaz.

Ces opérations demandaient 24 heures et auraient dû être réalisées par des firmes extérieures sous le contrôle de la maîtrise interne. Mais pour ne pas arrêter la production 24 heures d'affilée, la hiérarchie donne l'ordre de tout faire au même moment en huit heures, en neutralisant une partie seulement de la conduite de gaz grâce à des vannes intermédiaires. Mais ces vannes, non entretenues car jamais sollicitées, ne fonctionneront pas correctement, ainsi que l'a mis en évidence l'auditorat du Travail. Quand l'ouvrier régulateur s'en rend compte, il prévient un des contremaîtres qui ne parvient pas à contacter les cadres responsables et on poursuit malgré tout le processus mortel pour ne pas perdre...de profit! Résultat: trois morts et une trentaine de blessés graves.



Une réunion de coordination des cadres et des contremaîtres aurait pu se rendre compte que la double manœuvre était difficilement réalisable. Elle n'a accouché que d'une procédure manuscrite et lacunaire. Mais ceux qui sont déclarés coupables par les magistrats liégeois, ce sont les deux régulateurs, ouvriers de moindre qualification, qui auraient dû prendre sur eux la décision de bloquer toute l'opération! A quoi sert-il d'avoir des cadres bien payés et protégés si ce n'est pour prendre les responsabilités, se demandent à présent les ouvriers en colère?

Un fonctionnement rétrograde

Comment le Tribunal du Travail de Liège a-t-il pu en arriver à ce verdict

quelques jours à peine après la condamnation radicale de la SNCB dans l'affaire de Pécrot? Pour le comprendre, il faut situer l'accident d'Ougrée dans son contexte.

Pour Véronique De Keyser, psychologue du travail de l'université de Liège et experte en sécurité dans les usines sidérurgiques, "il y avait jadis à Cockerill une vraie tradition de la sécurité" dont le coût, important, reposait notamment sur les subventions de la CECA. "Avec la disparition du fonds CECA, je crains une démission des entreprises devant l'investissement à faire" dit Madame De Keyser. Mais il y a plus. Dans ce cas précis, "l'abc de la sécurité n'était pas respecté... il n'y avait pas d'analyse des risques, ni de prévision de ceux-ci et encore moins de contrôle et de suivi"⁽¹⁾. Pourquoi?

Avec les plans Delta et Horizon 2000, un grand nombre d'ouvriers compétents s'en est allé sans avoir le temps de former les nouveaux arrivés. Quand, il y a deux ans, le plan de fermeture du chaud est tombé, les travailleurs en lutte, avec le soutien de la population, ont obtenu que la disparition du bassin sidérurgique liégeois soit reportée de 4 ans. A l'époque, les patrons ont cédé. Mais à présent ils mettent en place tout ce qu'il faut pour avancer le processus. Par exemple, les hauts-fourneaux et le matériel lourd sont entretenus mais ils ne sont plus réparés, car il faudrait investir, ce que refusent les actionnaires. L'outil devient donc non-fiable et les représentants syndicaux du CPPT

seront bientôt obligés de reconnaître que "pour la sécurité", il vaut mieux avancer l'heure de la fermeture.

A Phénix, des intérimaires occupaient des postes-clés sur la ligne de production. Le patron a décidé de les remplacer du jour au lendemain par des travailleurs statutaires qui ont perdu leur emploi dans le froid mais qui ne sont pas compétents et feraient donc courir des risques pour la sécurité. Les 10 jours de grève ont permis de régler le problème de l'effectif mais pas de la compétence nécessaire pour produire en "sécurité", et le même processus est en cours, plus subtilement, dans tout Cockerill.

Pour lancer Carinox à Charleroi (accord Arcelor-Région wallonne), il faut du personnel très formé qu'on est venu débaucher à Chertal (Herstal): 35 personnes, les plus qualifiées auxquelles on a offert des avantages et des facilités. L'aciérie de Chertal sera décapitée et en

insécurité. Partout l'entreprise fonctionne avec trop peu de personnel et du personnel trop peu formé. Ce sont deux régleurs et non plus la maîtrise qui doivent décider d'une opération technique dangereuse. Ce sont des ouvriers et non plus les cadres et contremaîtres qui doivent signer les ouvertures de chantiers, les "permis de feu", etc. Ce qui dilue les responsabilités... et permet de disculper la hiérarchie quand le problème survient.

Comment tout ce processus a-t-il pu échapper au juge liégeois? Comment a-t-il pu réduire ce problème structurel à un "comportement fautif" de deux régleurs? Parce qu'un autre jugement aurait remis en question toute l'organisation du travail et que dans ce cas, Cockerill n'atteindrait plus les fameux 15 % de return aux actionnaires. Pour satisfaire ceux-ci, il n'y a mathématiquement pas d'autre solution que de puiser dans le poste "sécurité".

Vous avez dit "Justice de classe"?

Et la mobilisation ?

Hélas, elle n'a pas été à la hauteur! Ce qui a facilité la tâche du juge. La présence massive du dernier jour ne pouvait compenser l'absence ressentie tout au long du procès. La salle était loin d'être pleine lors des audiences. Les militants étaient trop peu nombreux et aucun délégué de Coke-fonte n'a suivi l'ensemble des débats pour marquer son soutien aux deux travailleurs et sa volonté de résistance face aux magistrats. Cela aussi pose question. Sur le plan syndical, Cockerill est divisé en de multiples baronnies dont l'objectif est de garder le pouvoir pas d'être proche des travailleurs et de les mobiliser. Les délégués ne sont pas nécessairement ceux choisis par les élections. Les responsables principaux échappent au pool. Le climat syndical n'est pas à la lutte et à la solidarité. Le juge l'a senti et il ne s'est pas gêné. Mais les travailleurs, eux, vont payer cher cette défaite! ■

(1) Interview de Véronique de Keyser dans *La Libre Belgique* du 2 juillet 2004.

Jusqu'à quand va-t-on continuer à faire des économies sur l'éducation des gens ? Jusqu'à quand va-t-on rechigner à donner un nouveau souffle à ceux qui, demain, seront les acteurs de notre société ? Bref, jusqu'à quand va-t-on laisser étouffer l'enseignement supérieur ? Car cet enseignement est malade et pour le soigner, il faudra bien plus que de simples jeux d'écritures dans un bilan. PAR SEBASTIEN BRULEZ

Enveloppe fermée, avenir bouché!

Les étudiants du supérieur à peine rentrés, ils étaient déjà nombreux à vouloir sortir... dans la rue. Dès le 23 septembre, certaines hautes écoles de Bruxelles avaient enclenché le mouvement. Un mouvement qui s'est étouffé au fil des jours et qui réunissait, le huit octobre, entre 6 000 et 8 000 personnes (étudiants et professeurs confondus) dans les rues de Bruxelles.

Et pour cause: fonctionnant sur le principe de l'enveloppe fermée, le budget alloué aux hautes écoles de

la Communauté française n'a plus été refinancé depuis 1996. Or, en huit ans, la population de ces mêmes écoles a augmenté de plus de 11%.

Conséquences dans le supérieur? Classes surpeuplées, sous-encadrement pédagogique, perception dans certaines hautes écoles de DIC (droits d'inscription complémentaires) ou de DAC (droits administratifs complémentaires), etc. Comme si cela n'était pas suffisant, le pourcentage du PIB consacré par la Belgique à l'enseignement n'a fait que baisser ces

dernières années. Il était de 7% dans les années 80, il n'est plus que de 5,9% aujourd'hui.

Rencontres infructueuses

Au départ, seule la Fédération des Etudiants Francophones appelait à la mobilisation. "Il n'est pas difficile de motiver les étudiants. Tant qu'ils devront s'asseoir sur les radiateurs ou les appuis de fenêtre pour suivre les cours, ils seront motivés" déclarait Renaud Maes, président de la FEF. Mais après avoir rencontré la ministre Simonet au Conseil général des

hautes écoles le 13 octobre, l'UNECOF est à son tour entrée dans la bataille: "La politique de l'UNECOF est d'aller le plus loin possible dans la diplomatie" déclare Xavier Dupont, président du Bureau restreint de l'Union des Etudiants de la Communauté française. "Nous voulions laisser le temps à la ministre de trouver des solutions. Nous voulions également lui proposer des pistes de réflexion. Manifestement cela pas eu l'effet escompté et nous sommes déçus de la réaction de Madame Simonet".

encore les ministres si la politique n'existe plus. Dès qu'on présente nos revendications, on nous dit que c'est impossible, qu'il n'y a pas d'alternative au budget établi. Il faut alors prévenir le gens que les ministres qu'ils ont élus ne servent plus à rien étant donné que le budget décide de tout" déclarait-on à la FEF au lendemain d'une rencontre avec le ministre Daerden qui, elle non plus, n'a rien donné. D'autres rencontres avec les politiques se sont succédées, notamment à Mons et à Liège, sans avancée significative.

Tous ensemble !

A l'heure d'écrire ces lignes, les organisations estudiantines appelaient à une grande manifestation communautaire le jeudi 28 octobre à Bruxelles. Dans ce contexte, nous ne pouvons qu'inciter les deux fédérations d'étudiants à s'unir pour un mouvement plus fort visant un refinancement global de l'enseignement supérieur. Il est indispensable que les universités (Ndrl : certaines étaient déjà présentes le 8 octobre à Bruxelles) et les écoles supérieures des arts se jettent également dans la



photo: indymedia.be

Les déclarations de la ministre étaient en effet très claires: il n'y aura pas de refinancement! Seule proposition: réinjecter 10 millions d'euros dans l'enveloppe. Une somme en fait déjà perçue par les hautes écoles (hors enveloppe) et que la ministre tente de faire passer pour un refinancement en la pérennisant.

A la mi-octobre, après plusieurs rencontres entre le gouvernement de la Communauté française, les délégations syndicales des enseignants ainsi que les délégations d'étudiants, la situation semblait bloquée. "Nous nous demandons à quoi servent

Après la manifestation syndicale du 22 octobre qui avait réuni environ 2 000 personnes (principalement issues du corps professoral) dans les rues de la capitale, le gouvernement envisageait de diriger des moyens supplémentaires, à partir de 2005, vers les secteurs réellement en difficulté⁽¹⁾. Y aurait-il des secteurs faussement en difficulté? L'analyse du gouvernement nous le dira peut-être.

En attendant, la revendication principale, à savoir un refinancement global des hautes écoles en fonction de l'évolution du nombre d'étudiants, n'est toujours pas satisfaite.

bataille. Car il n'est nullement question de refinancer les hautes écoles en puisant dans les réserves d'autres secteurs de l'enseignement supérieur.

Le gouvernement espère peut-être un essoufflement du mouvement et un désengagement des étudiants à l'approche des examens. A eux de montrer leur détermination et de porter leurs revendications jusqu'aux sommets de l'Etat fédéral qui, rappelons-le, veut puiser plusieurs millions d'euros dans les caisses des communautés pour son budget 2005. ■

(1) *Le Soir* du 23 et 24 octobre 2004, p.4.

Dans le cadre de la négociation d'un nouvel accord interprofessionnel, la FEB a présenté un "projet d'avenir" dont le titre séduisant est : " *Stratégie 2010 : pour un nouvel élan et un avenir pour nos enfants*". "Si nous ne faisons rien, alors les jeunes générations ne pourront plus porter en 2010 la charge financière d'une population vieillissante. La FEB veut aider à éviter cela ". "Une force de travail plus nombreuse, meilleure et moins chère" est une des lignes de forces du document. Dans ce but, la réglementation du marché du travail doit notamment être assouplie. Les libéraux appellent cela la "flexibilité". PAR MATTHIAS LIEVENS

Flexibilité:

Nous ne sommes pas des MARCHANDISES!

L'OCDE parle volontier de "Belgosclérose": selon elle, l'excès de réglementations protectrices sur le marché du travail freinerait la mobilité et la création d'emplois et augmenterait les coûts salariaux. L'association qui est faite entre la protection sociale et une telle image de maladie morbide est frappante. La protection sociale serait, selon elle, une des causes du chômage! Cette thèse ne tient pourtant pas la route: la protection des ouvriers en Belgique face au licenciement est une des plus faibles d'Europe, tandis que celle des employés est très forte. Or, ces deux catégories sont toutes deux confrontées à un haut niveau de chômage de longue durée...

"Les entreprises hésitent encore trop souvent à embaucher du nouveau personnel parce que, quand les affaires vont moins bien, elles seront confrontées aux hauts coûts de licenciement et à des procédures lourdes ", nous dit la FEB. Dans ses "10 recommandations au politique" en vue de l'accord interprofessionnel, l'organisation patronale opte donc pour un nouveau démantèlement de la protection face aux licenciements.

Mais que veulent les patrons, à la fin? Ils veulent être en mesure d'adapter avec souplesse la capacité de leurs entreprises à la conjoncture. Cela implique qu'ils puissent acheter la force de travail, l'employer et s'en débarrasser comme on achète, emploie et se débarrasse d'une voiture. Or, la protection sociale pour laquelle le mouvement ouvrier s'est battu (allocations de chômage, salaire minimum, protection contre le licenciement, réglementation du temps de travail...) fait que la force de travail ne peut pas être

considérée comme une marchandise comme les autres, dont le prix serait seulement déterminé par la loi de l'offre et de la demande. Les patrons veulent donc inverser cette tendance.

Pour ce faire, ils jouent sur plusieurs tableaux à la fois car il y a plusieurs manières d'obtenir cette flexibilité tant désirée. Quand la conjoncture est porteuse, les patrons veulent que l'on produise plus, ce qui peut se faire de deux façons. D'une part, ils peuvent imposer des horaires plus flexibles à leurs travailleurs. De là le plaidoyer de Unizo, notamment, pour un assouplissement de la législation concernant les heures supplémentaires. De là le drapeau que la FEB agite en faveur de l'annualisation des heures de travail, qui permettrait de faire travailler les gens 25 heures ou 55 heures, souvent sans qu'ils sachent à l'avance à quoi s'en tenir. Confrontés à cette variante de la revendication patronale de flexibilité, les syndicats cèdent volontiers.

D'autre part, de nouvelles forces de travail peuvent être embauchées. Mais les patrons y sont réticents parce que ces embauches impliquent des frais de licenciement à payer au cas où ces forces fraîches ne seraient plus nécessaires. Ils peuvent malgré tout contourner l'obstacle en faisant appel aux contrats temporaires ou à la sous-traitance en cas de haute conjoncture. En Belgique, le fait que les ouvriers peuvent être mis à la porte assez facilement explique qu'il soit relativement peu fait appel à cette "flexibilité contractuelle", contrairement aux Pays-Bas. Dans ce pays, la protection contre les licenciements est beaucoup plus stricte, ce qui pousse les patrons à y

faire davantage appel aux contrats temporaires et à la sous-traitance. En 2002, 7,6% des travailleurs en Belgique étaient temporaires, contre une moyenne européenne de 13%. Malgré tout, cette catégorie du travail temporaire est en augmentation, même si les syndicats, par la concertation sociale, préfèrent avancer la carte de la "flexibilité horaire" et que la Belgique connaît le système du chômage temporaire, dit "technique". (voir encadré).

Lutter sur plusieurs fronts

Etant donné que différentes voies s'ouvrent au patronat pour organiser la flexibilité et pour renforcer le caractère marchand de la force de travail, il en découle que la lutte pour une meilleure protection sociale doit également être menée sur différents fronts à la fois. La revendication d'une meilleure protection face au licenciement des ouvriers et des employés doit donc aller de pair avec une offensive contre la sous-traitance et les autres formes de contrats atypiques et contre toutes les formes de "flexibilité des horaires" (heures supplémentaires souples, systèmes en équipes, etc.). La FGTB et la CSC font de l'allongement du préavis pour les ouvriers une priorité dans le cadre de la concertation sociale, mais elles ne passent pas vraiment à l'offensive sur la question l'intérim. (1)

La création d'instruments de marché qui permettent aux patrons de modifier constamment leur capacité en fonction de la conjoncture est pourtant l'un des objectifs centraux de l'offensive en faveur de la flexibilité. C'est un des éléments du système de régulation néolibérale du capitalisme. Pour réaliser

cet objectif, une force de travail spécifique est créée comme une véritable marchandise humaine pouvant être achetée au plus bas prix et dont on peut se séparer comme un vulgaire pneu crevé. Un deuxième objectif, qui est lié, est la modification des rapports de forces entre le patron et les travailleurs au sein même de l'entreprise.

La "fin de la classe ouvrière"?

Voilà un slogan dont raffolent les néolibéraux! A l'évidence, ce n'est rien d'autre qu'un slogan : la grande majorité des personnes qui composent notre société est toujours obligée de vendre sa force de travail sur le "marché" du travail. Sans l'existence de cette classe sociale, qui produit la plus-value, le capital (et les capitalistes) ne pourrait tout simplement pas exister!

La "fin de la classe ouvrière" n'est donc pas un fait objectif, mais résume plutôt le programme des néolibéraux : en finir avec le contre-pouvoir que représente la classe ouvrière organisée. Pour ce faire, les contrats flexibles permettent de miner la cohésion de cette classe et sa base syndicale. Les travailleurs intérimaires sont ballotés d'un secteur à l'autre, alors que les syndicats sont organisés sur une base sectorielle. La multiplication des statuts au sein d'une même entreprise est un frein à la solidarité et à l'action unitaire des tra-

vailleurs. Les enquêtes montrent pourtant que les travailleurs temporaires ont une conscience syndicale plus élevée; ils sont convaincus de l'utilité de la défense de leurs intérêts par le syndicat. Mais en même temps, les sous-traitants ne prennent pratiquement pas part aux actions syndicales car ils font le plus souvent partie d'une PME où la représentation syndicale n'est pas obligatoire. (2)

Ainsi une différence de plus en plus marquée est créée entre les travailleurs périphériques, à statut précaire, et le noyau dur des travailleurs qui bénéficient d'une sécurité d'emploi plus forte du fait de leur contrat stable. Le travail intérimaire a aussi pour effet que la relation entre les travailleurs et le patron devient peu claire. Au lieu d'une relation duale " employeur-travailleur " une troisième partie s'insère dans le jeu, à savoir le bureau d'intérim, avec lequel le patron signe un contrat. C'est donc cette tierce partie qui signe un contrat avec le patron: le bureau d'intérim envoie le travailleur pour un certain temps chez le patron, exactement comme on louerait une machine... La relation immédiate entre le travailleur et le patron est donc remplacée par une relation commerciale entre deux entreprises orientées vers le profit : le bureau d'intérim et l'entreprise qui y a recours.

Compromis néolibéraux: les

dés sont pipés!

La notion de flexibilité a un petit air d'humanisme, qui renvoie à l'idéal d'authenticité " postmoderne " : tout le monde ne veut-il pas être flexible, plutôt que rigide? Le discours sur la flexibilité semble de plus avoir une certaine neutralité par rapport aux classes sociales. Il semble qu'un consensus grandisse autour de l'idée que les travailleurs tout autant que les patrons devraient être " flexibles " et qu'un compromis serait possible entre la flexibilité des uns et des autres. Ce genre d'idées appelle plusieurs réflexions. Premièrement il y a à tout le moins un grand déséquilibre : les mesures limitées obtenues autour du crédit-temps ou du congé parental ne pèsent pas lourd face aux acquis patronaux sur le plan de la flexibilité. Deuxièmement, il est difficile de parler d'un véritable compromis : le pur et simple démantèlement de la protection contre le licenciement en échange d'un peu de crédit-temps, est-ce là un compromis dont les deux parties profiteraient à part égale ?

Troisièmement, il y a quelques anguilles sous roche. C'est ainsi que l'on veut transformer le droit au crédit-temps ou à la formation en "épargne-temps", un système permettant par exemple d'épargner des points pour une formation. Cette modification a été présentée dans l'accord de gouvernement Verhofstadt II comme "une idée radicale, voire révolutionnaire

Chômage technique, la panacée ?

Le système du " chômage technique " est une particularité belge introduit au début des années '80 en réaction aux licenciements massifs. Grâce à ce système, le patron, lorsqu'il n'y a pas assez de travail, peut faire payer ses travailleurs par la sécurité sociale. Le contrat de travail reste d'application, de sorte que les travailleurs sont rappelés lorsque c'est nécessaire.

Ce mécanisme est en fait très ambigu. En positif : ce système donne un peu plus de sécurité aux ouvriers concernés, qui ne sont pas licenciés immédiatement. Mais ceci est évidemment fort relatif, car les travailleurs se rendent bien compte que l'échéance risque d'être seulement reportée. Un autre effet positif est que le recours au chômage temporaire limite le recours aux intérimaires. Par le système du

chômage technique les patrons sont incités à miser sur la capacité de production maximum de l'entreprise : si cela va mal, ils peuvent réduire quelque peu la production en mettant les travailleurs à la charge de la sécurité sociale. De cette manière, on évite qu'il soit fait appel périodiquement à des intérimaires et à des temporaires, une méthode qui mine souvent les rapports de forces syndicaux.

Mais, d'autre part, le chômage temporaire a pour résultat que les multinationales choisiront de réduire d'abord leur capacité de production en Belgique puisqu'elles peuvent facilement, chez nous, réduire la production et mettre une partie des travailleurs en inactivité temporaire. Si elles veulent le faire ailleurs, elles doivent directement licencier des gens, avec tous

les frais qui en découlent.

Mais il y a une autre raison, plus fondamentale, qui fait que l'on peut se poser des questions sur ce système réformiste, censé rendre les mouvements de la conjoncture supportable pour les entreprises et pour les travailleurs. Car en fin de compte, cela revient à ce que le patron ne paie plus ses travailleurs pendant un temps déterminé, tout en ayant la certitude qu'il pourra compter sur la force de travail, les compétences et la connaissance de celle-ci lorsqu'il le souhaitera. Entre-temps, ces travailleurs sont payés par la classe ouvrière elle-même, à savoir en prélevant dans la partie socialisée du salaire de la classe ouvrière (la sécurité sociale). C'est donc la classe ouvrière qui supporte les frais de l'adaptation " flexible " des entreprises au cycle conjoncturel. ■

(sic), dans la recherche d'une meilleure combinaison entre travail et famille". Toujours selon ce texte, "Chaque travailleur se verrait attribuer un compte d'épargne temps, sur lequel des jours de travail pourraient être épargnés. Chaque travailleur peut par exemple mettre sur ce compte ses jours de congés inutilisés ou ses heures supplémentaires prestées. Il peut récupérer ces jours au moment le plus favorable pour lui". Les syndicats ont répliqué, à juste titre, que cette idée "révolutionnaire" mène de facto à plus de flexibilité en poussant les travailleurs à accepter plus d'heures supplémentaires. De plus, toute une série de systèmes existants (tels que le congé éducatif, le crédit-temps...) risquent de disparaître.

Aux Pays Bas, on est à la recherche d'une nouvelle sorte de réformisme sur cette question. La loi "Flexibilité et sécurité" ("Flexicurity") propose par exemple que les bureaux d'intérim doivent également payer les intérimaires entre deux contrats, afin de leur donner plus de sécurité et de rendre le travail intérimaire plus acceptable. Mais en même temps, la loi raccourcit le délai de préavis des travailleurs réguliers... Il ne s'agit donc que d'un mauvais compromis, si on le compare avec celui du "fordisme" d'après-guerre sur le partage des gains de productivité, compromis qui apporta à une grande partie de la classe ouvrière une amélioration réelle de ses conditions d'existence.

Parler de compromis entre la flexibilité des travailleurs et celle des employeurs suggère enfin qu'il s'agit de part et d'autre de choses comparables et échangeables, mesurables entre elles. Ce qui est faux évidemment. Le concept de flexibilité dissimule en fait la nature réelle de la chose. Comme on l'a déjà dit, les patrons veulent que la force de travail redevienne une marchandise pure et simple, une chose, un objet que l'on achète et dont on se défait selon le souhait de l'acheteur. Pour cela, ils doivent en finir avec la protection sociale

qui fait justement que la force de travail n'est pas une marchandise comme les autres. Le néolibéralisme est en définitive une tentative de casser la dynamique historique de la socialisation des rapports de production dans le capitalisme, au profit de solutions de marché, donc individuelles. Le patronat veut se dégager de la situation antérieure au cours de laquelle les conditions

La notion de flexibilité dissimule donc la véritable contradiction ou, pour le traduire en jargon marxiste: la contradiction entre la marchandisation et la "démarchandisation", entre la réduction de la force de travail à une marchandise et la logique des vrais besoins de la vie. Le compromis entre ces deux logiques est impossible. La question n'est donc pas: sommes-nous rigides et voulons-nous être flexibles? La question fondamentale est que nous ne sommes pas de vulgaires marchandises, que nous ne voulons pas être utilisés comme une marge de manoeuvre afin d'amortir les chocs de la conjoncture d'une crise capitaliste dont nous ne sommes pas responsables. C'est pourquoi il est nécessaire de mener une offensive résolue en faveur de l'harmonisation vers le haut des statuts des ouvriers et des employés, pour la réduction du temps de travail au lieu de l'assouplissement des heures supplémentaires, pour une meilleure protection contre le licenciement, pour une lutte contre le cancer de l'intérim, pour une réduction drastique du travail en équipe et de nuit. ■



étaient socialisées, c'est-à-dire qu'elles étaient socialement et collectivement déterminées grâce à la médiation syndicale, et pas laissées simplement à la relation individuelle entre le travailleur et le patron.

Notre vie n'est pas une marchandise!

La "flexibilité" que les travailleurs exigent des patrons consiste à ce que leur travail aliéné ne détermine pas tout leur schéma de vie. La vie a ses propres rythmes (être à la maison le mercredi après-midi avec ses enfants, par exemple), et ceux-ci ne peuvent être tout simplement sacrifiés aux besoins et fluctuations du capitalisme. Nous ne sommes pas des marchandises, des choses, qui peuvent être ainsi investies et manipulées selon le souhait de l'acheteur.

Notes :

1. Ils se limitent à la constatation générale suivante, qu'ils n'approfondissent pas: "Nous voulons plus de contrats à durée indéterminée et moins d'emplois temporaires et atypiques" (Les syndicats veulent donner toutes ses chances à la concertation de l'automne, 5 octobre 2004) / 2. Selon la même enquête, 13,4% seulement des travailleurs temporaires ont choisi eux-mêmes et librement ce statut. L'idée du jeune travailleur flexible qui opte librement pour le changement constant est loin de la réalité. La grande majorité travaille comme temporaire "faute de mieux" / 3. Luc Sels e.a., Flexibel zeker? Bevindingen van twee jaar flexibiliteitsonderzoek, WAV dossier, 2002, p. 33. / 3. Idem, page 28. / 4. Luc Sels and Geert Van Hootegem. Seeking the Balance Between Flexibility and Security: A rising Issue in the Low Countries. In Work, Employment & Society, Vol. 15, N°2, p. 330.

Face à l'évolution néolibérale de Lula, la constitution d'un nouveau parti socialiste au Brésil - le Parti du socialisme et de la liberté (PSoL) a déclenché au sein de la gauche brésilienne un vif débat sur les possibilités et la justesse de ce choix. Nous publions ci-dessous deux points de vue: celui de Mario Maestri et Gilberto Calil, historiens et membres fondateurs du PSoL et un second, critique envers ce dernier parti, de Valter Pomar, membre de la coordination du courant Articulation de gauche du PT qui constitue - avec Démocratie socialiste - un grand regroupement de la gauche socialiste au sein du PT. Nos camarades au Brésil sont actuellement divisés sur ces choix stratégiques, Démocratie socialiste restant au sein du PT afin d'inverser sa dérive tandis que d'autres camarades construisent le PsoL, dont Heloisa Helena, députée exclue du PT qui a été élue présidente du nouveau parti.

M. Maestri et G. Calil:

Le PSoL est né des besoins du monde du travail qui est agressé de manière systématique par un gouvernement dirigé par un parti qui, dans le passé, fut fondé par des militants issus du mouvement social. L'actuelle métamorphose du PT n'est pas un phénomène soudain, récent. Il fait partie d'un processus qui a conduit au financement de ses campagnes électorales par des entrepreneurs; d'un processus d'abandon des revendications de classe; d'une bureaucratisation des instances du parti; d'une capitulation des administrations municipales et étatiques face au monde du Capital.

Alors que se consolidait le conservatisme du PT mûrissaient les conditions pour la formation d'un parti qui reprenne à sa charge et dépasse les revendications historiques du PT. Un parti qui intègre un projet de classe et socialiste, impulsé par une organisation qui s'enracine dans l'engagement militant à la base.

Capitulation générale

Dans la seconde moitié des années 1990, des milliers de militants sociaux ont commencé à rompre avec le PT sans s'identifier en général avec aucune alternative de type parti. Le processus s'est accéléré à la faveur de l'expérience de la politique du PT dans les administrations des Etats et dans la capitulation d'ensemble que représentait la "lettre aux brésiliens", adressée par Lula avant les élections de 2002. En 2003, une nouvelle accentuation de ce processus de détachement s'est concrétisée

lorsque le gouvernement de Lula da Silva a poussé plus loin la politique néolibérale de Fernando Henrique Cardoso.

La formation du gouvernement dominé par les représentants directs du grand Capital financier national et par les grands exportateurs nationaux, à quoi se sont ajoutées les attaques contre les salarié/es ont suscité une résistance sociale qui s'est concrétisée d'abord par une rupture entre le PT et un secteur important de sa base, les employés du secteur public, dès le deuxième trimestre 2003. Ainsi, une césure se marquait entre le PT gouvernemental et une fraction de sa base historique.

L'opposition à la réforme néolibérale du système de retraite - opposition venant prioritairement du secteur public - fut appuyée par quatre députés radicaux: Heloisa Helena, Luciana Genro, Joao Fontes et Baba. Ces derniers se sont clairement mis du côté des salarié/es et, pour cette raison, ont été expulsés du PT de la manière la plus vile.

Recommencer à nouveau

La mobilisation des travailleurs du public a créé les conditions conjoncturelles pour l'émergence d'un mouvement en faveur d'un nouveau parti. En janvier 2004, les députés radicaux et diverses tendances les soutenant se sont engagés dans cette direction: on y trouvait un groupe de syndicalistes et de militants ayant rompu avec le PSTU (Parti socialiste des travailleurs - unifié), le mouvement *Terre, travail et liberté* (actif dans la

lutte contre la grande propriété terrienne) ainsi que des forces liées aux députés exclus. Il est tout à fait regrettable que la direction du PSTU ait exprimé des exigences qui ont empêché que le collectif militant très combatif de ce parti puisse s'intégrer à la création d'un nouveau parti. En juin, quelques cinq mois après la toute première déclaration d'intention s'est tenue la Rencontre nationale



pour la création du PSoL. Parmi les 800 participants, on trouvait des représentants des milieux étudiants et enseignants, des syndicalistes, des militants du mouvement paysan, des travailleurs.

La réalisation de cette Rencontre nationale a mis fin à la première phase marquée par des défis et des difficultés inévitables. La définition du programme provisoire du parti et des statuts du PSoL a reçu un accord politique de la part des présents provenant, en partie, de traditions politiques différentes. Cela représente un pas en avant dans la construction collective d'un programme qui traduise les tendances et les nécessités profondes de la lutte des classes au Brésil. Ce processus de débat

Maestri et Calil:
"former un parti qui
reprenne et dépasse les
revendications
historiques du PT"

Valter Pomar: "Nous continuerons - tant que c'est possible - à lutter pour transformer les objectifs du gouvernement et du PT"

trouvera une échéance, visant à une synthèse supérieure, à l'occasion de la deuxième Rencontre nationale, fixée à janvier 2005. ■

Cet article a été traduit et publié par le site www.alencontre.org

Valter Pomar:

Le gouvernement Lula est le produit d'au moins vingt ans d'accumulation de forces au sein de la gauche brésilienne. Aujourd'hui, notre gouvernement applique une politique économique qui perpétue l'hégémonie du capital financier, de l'industrie agro-alimentaire et du secteur de l'exportation.

Cette contradiction entre ce qui a fait Lula président et ce que fait le président Lula permet d'expliquer l'ambivalence politique de la bourgeoisie face au Gouvernement. Une défaite du gouvernement Lula signifierait "objectivement" un renforcement de la droite. Voilà pourquoi il est risqué de considérer comme étant de "gauche" quiconque travaille pour battre ou faire tomber ce gouvernement - attitude qui est différente d'une activité politique, y compris publique, pour défaire l'orientation actuellement hégémonique en son sein.

Le récent Parti du socialisme et de la liberté (PSoL) prétend construire une opposition de gauche au gou-

vernement Lula. Évidemment, il ne s'agit pas d'une opposition "constructive" pour faire pression, de l'extérieur, dans le sens d'un changement de cap. Si c'était le cas, il n'y aurait pas de différence de fond entre la position du PSoL et celle de la gauche du PT.

Le PSoL cherche à construire une opposition "destructrice", agissant comme s'il était possible de battre simultanément le gouvernement Lula et la droite. Paradoxalement, le nouveau parti semble avoir suivi un modèle d'organisation "pétiste". Ce qui est naturel pour quiconque prétend peser, ici et aujourd'hui, dans la lutte des classes en cours dans le pays: il faut avoir une base de masse, une présence parlementaire et participer au échéances électorales.

Pourtant, au contraire du PT - qui est né "petit" mais porté par une onde vigoureuse de luttes politiques -, le PSoL surgit dans une période de faibles luttes. De même, à l'inverse du PT qui dans ses premières années a donné peu d'importance à la lutte institutionnelle, le PSoL valorise excessivement les figures de ses parlementaires et lance d'ores et déjà une candidate à la Présidence de la République, reproduisant de façon caricaturale, la tragique dépendance que le PT lui-même a créée vis-à-vis de la candidature Lula.

En clair, le processus politique et social qui a pris plus de deux décennies pour altérer profondément le projet politique et social du PT, marque déjà profondément le PSoL dès sa fondation. Cela sera également le cas pour tous les secteurs qui voudront rompre maintenant avec l'expérience du PT et du gouvernement.

La mutation intervenue dans le positionnement du PT, au cours des dix dernières années, a été la version "accélérée" dans les années 1990 du mouvement que la social-démocratie

européenne a accompli au cours d'un siècle d'existence: de la révolution à la réforme, du socialisme au capitalisme, du capitalisme social-démocrate au capitalisme néolibéral. Notre problème aujourd'hui ne se résume pas aux objectifs politiques du PT et/ou du gouvernement Lula; le souci est de parvenir à reconstruire, dans la classe travailleuse brésilienne, l'impulsion démocratique, populaire et socialiste qui l'a animée à la fin des années 1970 et au cours des années 1980.

Est-il possible de changer le pays sans résoudre la question du pouvoir, de l'État? Est-il possible de résoudre le problème du pouvoir sans luttes et organisation politico-partidaire? Comment éviter, dans les conditions politiques que nous vivons, qu'un parti de gauche soit coopté par l'ordre bourgeois? Ou qu'il soit réduit à la condition de "minorité éternelle", comme la majorité des partis socialistes et révolutionnaires?

Nous ne répondrons pas à ces questions en transformant l'impatience en argument théorique, ni en oubliant que notre ennemi est la droite. Nous avons besoin de force politique et sociale, pour matérialiser une stratégie et un programme alternatifs. Une telle force ne sera pas le produit d'une défaite de notre gouvernement. En fait, une déroute du gouvernement Lula, si elle se produit, causera une réduction brutale des forces du socialisme et de la liberté sur la scène politique brésilienne.

C'est pour tout cela que, tout en respectant le choix de ceux qui ont préféré suivre un autre chemin, nous continuerons - tant que c'est possible - à lutter pour transformer les objectifs du gouvernement et du PT. ■

Cet article a été traduit et publié par nos camarades de la revue *Inprecor* (septembre 2004) et repris de *Inprecor América Latina* <inprecor.americalatina@uol.com.br>. Traduction du portugais (Brésil) par M.C.



La mondialisation de l'économie a une double conséquence. D'une part, les politiques néo-libérales engendrent un accroissement des mouvements migratoires parmi les populations victimes de ces politiques dans les pays en développement, à cause de la dégradation de leurs conditions de vie; d'autre part, les pays industrialisés utilisent ces migrations pour accroître leurs profits grâce à l'exploitation de travailleurs clandestins. PAR FRANCE ARETS

Mondialisation et asile

Politique d'immigration et d'asile de l'Union Européenne

Dans les pays en développement, on observe des pertes d'emplois et de revenus, une croissance du chômage et de la pauvreté, notamment parce que la production locale agricole et artisanale est ruinée par l'importation imposée de différents produits. Mais aussi parce que les plans d'ajustement structurel imposés par le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale aux pays endettés entraînent des pertes d'emploi dans le secteur public en général, une augmentation des dépenses des particuliers pour l'éducation et la santé, une hausse des prix pour les denrées alimentaires de consommation courante qui ne peuvent plus être subsidiés par les gouvernements... A cela il faut ajouter les conséquences des privatisations qui touchent la distribution d'eau ou d'électricité...

Dans les pays dits "de l'Est", la privatisation croissante a comme conséquence une perte d'emplois conséquente; on assiste également à un détricotage de la sécurité sociale... De par le monde, guerres, conflits se multiplient, jetant sur les routes de l'exil des populations entières (la majorité se trouvant dans des conditions plus que précaires dans les pays voisins du pays d'origine...). C'est là un des effets pervers de la globalisation, nombre de conflits recouvrent des enjeux économiques:

en Irak, dans le Golfe, le pétrole; en Sierra Leone ou au Libéria, les diamants... ce sont là des exemples connus. En Afrique, dans la région des Grands Lacs, la situation est complexe et on nous présente les guerres comme des conflits ethniques, en nous cachant que ce sont aussi des guerres pour l'uranium ou les composants utilisés par l'électronique, comme le coltan, utilisés par nos gsm ou play-stations...

D'autres fuiront les dictatures, ou les régimes autoritaires dans lesquels les Droits de l'Homme sont bafoués, que les administrateurs qui dirigent la Banque Mondiale ou le FMI (Etats Unis, Europe Occidentale, Japon...) ont un intérêt à laisser en place parce qu'ils soumettent leurs économies aux diktats du commerce mondial et des firmes transnationales.

Dans les pays du Nord, la libéralisation totale de l'économie se traduit par un développement de la flexibilité et de la précarisation des emplois pour tous, la multiplication des emplois sous-statutaires etc. Dans ce contexte, appel est fait, en fonction de la conjoncture, à des travailleurs migrants pour les emplois non-qualifiés, dans le cadre d'une économie sous-terrain de sous-traitants, c'est-à-dire, une main d'œuvre clandestine, surexploitée, avec les salaires les plus

bas, et évidemment sans aucune sécurité sociale. Cette situation pèse naturellement sur le niveau des salaires de l'ensemble des travailleurs. Les sociologues anglais utilisent la dénomination suivante pour ces emplois occupés par une masse non-qualifiée, les 3 D: "dirty, degrading, dangerous": sales, dégradants, dangereux...

Même si l'exemple date, cela vaut la peine de rappeler ce qui a été découvert à El Ejido (Almeria, Espagne) en 1998: 30.000 hectares de serres en plastique occupant 25.000 clandestins... pour que nous puissions manger des poivrons en hiver. Parmi ceux-ci, seuls 33% habitaient dans des maisons ou appartements, le reste vivait dans des bâtiments en ruine ou hangars. Seuls 45% habitaient dans des foyers alimentés en eau. 54% étaient illettrés (données fournies par Nadine BRAUNS, dans *Imagine* en mars 2001).

En Belgique, le travail des clandestins s'effectue dans l'agriculture (cueillette), la construction, le textile, l'Horeca, les services domestiques, et sur le marché du sexe... En même temps, les pays du Nord accueillent des travailleurs qualifiés, avec permis de travail, dans la recherche etc. En Belgique, l'immigration dite "économique" est stoppée depuis

longtemps déjà, mais on peut entrer avec un permis de travail pour des secteurs qualifiés pour lesquels il y a pénurie, par ex. la recherche, des domaines pointus de l'informatique... et aussi, allons y, le football ...

Face cachée et face publique des politiques d'immigration

Ce que nous venons de voir nous montre la face cachée de la politique d'immigration dans les pays du Nord, pourquoi leurs gouvernements ont un intérêt dans le développement d'une immigration clandestine. La face publique, c'est le renforcement des contrôles aux frontières, de l'incarcération dans les centres fermés et des expulsions. Cette face publique s'appuie sur un discours gouvernemental qui vise à regagner un électorat acquis à l'extrême droite, en agitant la menace d'un afflux d'immigrants, du terrorisme... L'étranger est criminalisé: placé en détention dans un centre fermé, il est assimilé à une personne ayant commis un délit... En réalité, enfermement et détention ont pour but de dissuader les "illégaux" qui approvisionnent le marché des travailleurs clandestins de s'organiser pour obtenir des conditions de travail décentes et un droit au séjour -par

peur de l'expulsion-, et de renforcer la division des travailleurs...

Cette politique d'enfermement et d'expulsion peut être modulée, tant en Belgique que dans l'Union Européenne, en fonction de la conjoncture économique. On peut l'intensifier à un moment donné s'il y a un excès de travailleurs clandestins en regard de la conjoncture. La politique de fermeture des frontières qui empêche l'accès légal à un pays d'accueil de l'Union Européenne a de graves conséquences. Comme nous l'avons vu, les raisons de migrer sont multiples, et cette fermeture des frontières fait que ceux qui arriveront jusqu'ici par tous les moyens se retrouveront sans droits et voués à l'exploitation clandestine. Mais elle encourage aussi un nouveau secteur lucratif: les réseaux de passeurs... qui ne reculent devant rien... Les morts de l'Europe-forteresse se chiffrent par milliers, perdus dans les mers au large de l'Italie ou de l'Espagne, dans de frêles embarcations qui chavirent, ou jetés à la mer...

Des camps à l'extérieur des frontières de l'UE ?

Les gouvernements de l'Union Européenne s'organisent pour lutter contre l'immigration clandestine, avec le projet d'installer des camps de tri des réfugiés à l'extérieur des frontières de l'UE. Souci humanitaire, disent-ils. Ou volonté de diminuer les flux migratoires qu'ils ne peuvent plus maîtriser, alors qu'ils les ont suscités... La politique européenne en matière d'immigration est devenue de plus en plus sécuritaire et restrictive depuis la création de l'espace Schengen en 1990 (pays membres de l'UE de l'époque à l'exception de la Grande-Bretagne et de l'Irlande): liberté de circulation à l'intérieur pour les ressortissants UE et renforcement des frontières extérieures.

En juin 2002, le Conseil de l'Union Européenne de Séville se donne comme priorité la lutte contre l'immigration clandestine. En réalité la fermeture des frontières a surtout comme but de limiter l'immigration légale, avec toujours la perspective d'alimenter le marché du travail en clandestins. Comme la principale possibilité qu'il reste de migrer légalement est la demande d'asile, c'est le détricotage du droit d'asile qui sera mis en oeuvre. La menace doit être

Et la Belgique dans tout cela ?

Depuis la régularisation de 2000, la politique d'asile et d'immigration a été de plus en plus restrictive. Les procédures se sont accélérées, avec la formule "last in, first out" (dernier arrivé, premier sorti)... En clair cela signifie que les interviews sont bâclées à l'Office des Etrangers, tout comme les traductions... Que la Convention de Genève est interprétée de manière de plus en plus restrictive, il faut prouver les persécutions dont on a été l'objet, avec des preuves personnelles: "pourquoi, Monsieur, n'avez-vous pas en main une attestation du policier qui vous a battu ou torturé ?". Le candidat réfugié est a priori considéré comme un menteur, profiteur et doit démontrer le contraire. Des groupes entiers de personnes sont collectivement exclus du droit d'asile. C'est pour cela que des Afghans, des Iraniens, des Kurdes ont dû mener de longues grèves de la faim, simplement pour être entendus, pour que l'on réexamine

leurs dossiers, pour que tout le monde sache que l'Afghanistan, l'Iran, ou la Turquie pour les Kurdes ne sont pas des pays sûrs... Le combat qu'ils ont mené pour sortir de l'ombre, leur détermination, l'appui qu'ils ont eu, des assemblées de voisins qui se sont créées à Ixelles et à Saint-Gilles, de toute une série de mouvements et d'associations un peu partout, leur ont permis d'obtenir des résultats (que nous n'avons pas le temps de détailler ici...). Il n'empêche que le gouvernement continue sa politique d'enfermements et d'expulsions, toujours violentes, même si la technique du coussin n'est plus utilisée... Et lorsque la personne refuse l'expulsion à plusieurs reprises, elle est vouée à une expulsion collective, sans contrôle, sans témoins, sous escorte musclée... La Belgique est tout-à-fait en pointe dans ce domaine : 17 vols en 2003 ! (source: question parlementaire le 13 février 2004). En matière de régularisation,

demandes individuelles établies sur base de l'article 9.3, en 2004 on estime à environ une réponse positive pour 6 demandes... Cette politique restrictive ne fait qu'augmenter le nombre d'illégaux : réponses négatives aux demandes d'asile et de régularisation, effet dissuasif qui fait que beaucoup de personnes n'introduisent plus aucune demande... Alors qu'aujourd'hui un mouvement se dessine à partir des sans-papiers et des mouvements et associations qui luttent à leurs côtés pour obtenir une régularisation de tous les sans-papiers, le Ministre Dewael stigmatise à nouveau les "profiteurs" et prévoit de restreindre l'accès aux recours au Conseil d'Etat (dernier recours possible, non suspensif d'une expulsion éventuelle), ainsi qu'une limitation des possibilités du regroupement familial... : fermer les yeux face aux besoins sociaux, ouvrir la bouche pour parler mieux que le Vlaams Blok... ■

assez forte pour dissuader les candidats à l'immigration.

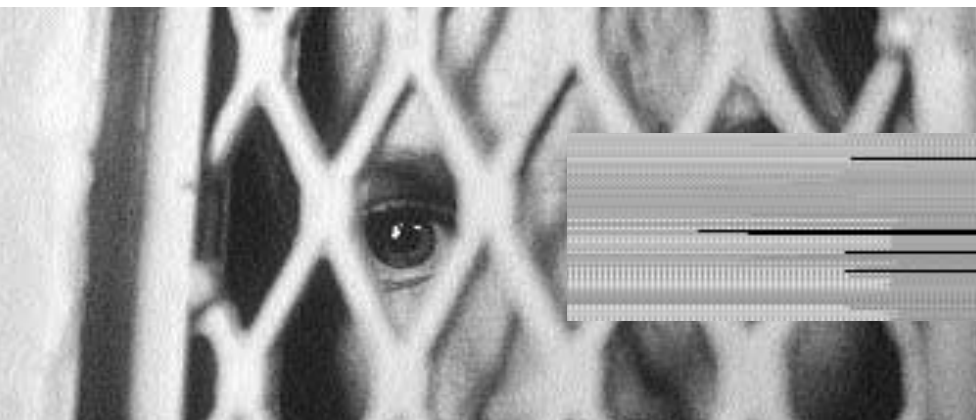
Le Conseil affirme comme objectif d'arriver à des normes législatives communes en matière d'accès au séjour et jette les bases d'une coopération opérationnelle en matière de politique de rapatriement: une centralisation des données est mise en place et un accord est pris sur l'organisation de vols charters communs pour les expulsions sur une base bilatérale ou trilatérale. Il est aussi prévu d'obtenir des accords de réadmission des candidats réfugiés

contraires à l'article 4 du protocole 4 de la Convention Européenne de sauvegarde des Droits Humains. Par contre le HCR n'écarte pas la possibilité d'ouvrir de tels centres aux frontières de l'U.E., mais à l'intérieur de l'UE! Il n'y a pas d'accord sur ces propositions.

En 2003 également, le règlement "Dublin 2" prévoit le renvoi d'un demandeur d'asile vers le pays par lequel il est entré dans l'Union Européenne, déniait ainsi toute liberté de choisir un pays d'accueil pour le demandeur et ignorant la com-

plémentarité de régions... Cette notion bafoue la Convention de Genève qui donne le droit d'asile à chacun en fonction d'une persécution dont il est personnellement victime.

Le Conseil adopte également la distinction entre deux statuts: celui de réfugié et celui dit "de protection subsidiaire" s'appliquant aux victimes de conflits armés, statut qui offrira une protection limitée dans le temps, nouvelle restriction... Le Conseil adopte aussi le principe des "charters" d'éloignement collectifs mis en œuvre par plusieurs pays de l'U.E., alors que le Parlement Européen l'avait rejeté en séance plénière le 20 avril ! Parallèlement, des améliorations sont proposées en matière de déroulement de la procédure, de droit à un recours effectif... Pour ceux qui n'auront pas été écartés par le premier tri...



avec les pays d'origine ou de transit, avec en échange des promesses d'un renforcement de la politique de coopération au développement.

En juin 2003, le sommet de Thessalonique reprend les discussions avec le même objectif de renforcer cette coopération opérationnelle. On discute sur la proposition faite par Tony Blair en mars 2003 de traiter les demandes d'asile, soit dans les pays d'origine, soit dans des zones de transit par l'installation de centres aux frontières de l'Union qui effectueraient le traitement et le tri des demandes d'asile pour le compte de l'ensemble des Etats membres. La proposition Blair est appuyée par les Pays-Bas, le Danemark et l'Autriche.

Le Haut Commissariat aux Réfugiés avait pris position en avril pour dénoncer cette proposition en estimant qu'il y avait un risque que les zones de transit n'offrent pas une protection effective, qu'il s'y organise des rapatriements collectifs forcés

plexité des trajectoires des candidats à l'asile. Le HCR dénonce aussi le fait que ce mécanisme, à terme, créera un grand déséquilibre en transférant nombre des demandes d'asile vers les nouveaux Etats membres qui forment pour l'essentiel la nouvelle frontière extérieure.

Le Conseil européen du 29 avril 2004 à Luxembourg adopté une série de directives en vue d'harmoniser la politique d'asile. Il propose une accélération de la procédure d'asile, notamment en permettant d'écartier directement des demandes considérées comme non fondées parce que la personne est originaire de ou a transité par un pays considéré comme "sûr"! Cela est décidé, mais aucun accord (publiquement en tout cas...) ne se fait sur une liste de pays... Cette notion est évidemment très dangereuse: qu'est-ce qu'un pays sûr? Ne peut-on être victime d'une persécution spécifique dans un pays dont le gouvernement se présente comme démocratique? Sans compter l'instabilité politique dans toute une

En août 2004, les Ministres de l'Intérieur, allemand, Otto Schily et italien, Giuseppe Pisanu proposent à nouveau de créer une institution européenne chargée du tri des demandes d'asile et de migration dans des camps situés hors des frontières de l'U.E.. Sont évoqués: la Lybie, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie... Les mêmes questions restent posées: quelles garanties de respect des conventions internationales dans ces zones de transit? Quel appel, quel recours seront possibles? En cas de réponse positive, comment déterminera-t-on le pays d'accueil? De nouveau aussi l'accent est mis sur les accords de réadmission avec clairement la promesse d'incitants économiques ou la menace de sanctions...

Au cours de toute cette période, les expulsions collectives organisées conjointement par plusieurs pays membres de l'Union se poursuivent... Les naufrages au large de l'Italie ou de l'Espagne aussi, avec leurs lots de morts, assassinés par l'Europe-forteresse. Prochains enjeux: le Conseil Justice et Affaires intérieures ces 17 et 18 octobre à Florence et, le 5 novembre, le sommet des 25 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne. ■

Le 19 octobre 2004, à Paris, était lancé "l'Appel des 200" pour dire NON au Traité constitutionnel et pour dire OUI à l'Europe, à une autre Europe. Ces deux cents personnes viennent de différents horizons: du Parti Socialiste, du Parti Communiste, de la Ligue Communiste Révolutionnaire, des syndicalistes de la CGT, de SUD, de la FSU, de la Confédération paysanne, des militant/es d'ATTAC, des professeurs d'Université, etc. PAR DENIS HORMAN

NON au Traité constitutionnel... Europe! pour construire l'

"Cette Europe qu'on nous demande d'avaliser", souligne l'Appel, "est totalement organisée autour d'un principe unique: le marché, la généralisation de la concurrence. C'est cela qui autorise l'attaque contre les services publics, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilité, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne (...). Le "Traité constitutionnel", adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement, le 18 juin 2004, constitue l'ensemble juridique libéral le plus complet et contraignant de la planète. Il grave dans le marbre les dogmes et les politiques inscrites dans le Traité de Rome aggravé dans un sens néo-libéral par les traités ultérieurs (...). Cette Europe-là n'est pas la nôtre. C'est pourquoi il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émanicipent du capitalisme financier, prédateur et belliciste, qui la réconcilient avec le progrès social, la démocratie, un développement soutenable, la coopération entre les peuples...".

En Belgique...

En Belgique, le mouvement ATTAC a lancé lui aussi un appel à rejeter le traité constitutionnel. "Ce n'est pas un Non à l'Europe et moins encore l'encouragement à un repli nationaliste", précise le texte approuvé par la coordination d'ATTAC Wallonie-Bruxelles. "C'est un Non "alter-européaniste" pour une autre Europe dans un autre monde, pour une refondation sociale et démocratique de l'Europe, bref pour une Europe sociale, démocratique, écologique et solidaire". ATTAC Wallonie-Bruxelles a également lancé un appel pour une consultation populaire sur le Traité constitutionnel européen: "Nous avons bien conscience que le recours à la consultation populaire n'est pas une tradition dans notre pays. Mais face à un enjeu aussi déterminant que celui qui consiste à transformer le

modèle social européen, il nous semble qu'une initiative législative exceptionnelle doit être prise, afin que le peuple exerce pleinement sa souveraineté sur un choix aussi important".

Au niveau syndical ?

"La Gauche européenne ne peut plus tergiverser. Il faut stopper cette course vers l'abîme", déclare Georges Debunne, Président honoraire de la Fédération Européenne des Retraités/es et personnes âgées et ancien Président de la CES. "La constitution européenne, qui a été adoptée par les 25 chefs d'Etat et de gouvernement, aggrave le déficit social et démocratique inscrit dans les Traités de l'UE depuis son origine(...). C'est pourquoi, je pousse cet ultime cri d'alarme (...) par rapport à ce texte de loi qui prévaudra sur les Constitutions nationales".

Les critiques se multiplient au sein de la CGSP. Début juin 2004, Guy Biamont, Président national de la CGSP, cosignait, avec quatre responsables d'ATTAC, une carte blanche dans le Soir: "Une Constitution pour une Europe néo-libérale ? Non merci !"

Le 15 septembre, l'Union Nationale des syndicats Indépendants (UNSI) rejetait le projet de Traité constitutionnel européen et demandait au Parlement belge de prévoir une véritable consultation populaire à ce sujet. Les raisons avancées par l'UNSI pour le rejet sont multiples. Elles mettent l'accent sur le fait que toute décision en matière fiscale, sociale et environnementale peut être bloquée par le veto d'un seul pays et que toute révision du Traité constitutionnel européen sera également soumise à la règle de l'unanimité.

Au niveau des instances syndicales FGTB et CSC, aucune déclaration officielle pour

le moment. Par contre, le Comité de Direction de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), sans attendre la réunion extraordinaire du Comité exécutif (et à fortiori l'avis des branches nationales) déclarait, le 15 juillet 2004, que "le soutien du Traité constitutionnel est la seule approche pragmatique et réaliste aux yeux des syndicats(...). En refusant d'adopter la Constitution, on détruirait le seul grand instrument dont on dispose pour progresser vers une Europe plus sociale". Fermez le ban !

Au niveau politique

"Le PS définira sa position après un débat. Et rien n'est exclu. Le oui n'est pas automatique. On peut dire oui, dire non ou poser certaines conditions: toutes les options sont ouvertes". Voilà ce qu'a déclaré, en septembre dernier, Elio Di Rupo, Président du PS, qui invite le mouvement alter-mondialiste à débattre.

Et du côté Ecolo ? "Un débat s'organise au sein d'Ecolo afin de dégager une position pour la fin novembre", indique Pierre Jonckheer, député, Vice-Président du Groupe des Verts au Parlement européen. Ce qui ne l'empêche pas de donner sa position: un "oui" de combat: "Dire non aujourd'hui au projet de traité n'offre d'autre perspective pour les prochaines années que le statut quo. Le texte proposé ne contient aucun recul par rapport aux Traités en vigueur, mais des améliorations...(...). Se battre dans les circonstances actuelles contre la Constitution européenne n'est pas le bon choix".

Le POS se joint à tous ceux et celles qui disent NON à ce traité constitutionnel et qui sont bien décidé/es à construire une autre Europe démocratique, sociale, écologique et solidaire. ■

A Londres, le dimanche 17 octobre, 70.000 manifestants ont participé à la manifestation de clôture de la troisième édition du Forum social européen (FSE). Les mots d'ordre centraux de cette manifestation ont été clairs: "Bush out!" et "Troops out!" d'Irak. La question de la politique néo-libérale de l'UE et de la Constitution européenne ont également été au cœur des débats et des échanges. Dans ce cadre, l'Assemblée des mouvements sociaux a adopté un Appel qui se prononce pour une manifestation européenne à Bruxelles le samedi 19 mars 2005. PAR DAVID DESSERS

Après le FORUM SOCIAL EUROPÉEN Bruxelles en première ligne!

Les 22 et 23 mars se tiendra à Bruxelles un Sommet européen consacré à la politique sociale et économique de l'UE. Les "Objectifs de Lisbonne" y seront évalués. Ces objectifs visent à faire de l'Europe "l'économie la plus compétitive du monde", rien de moins. Les Objectifs de Lisbonne forment donc le socle sur lequel repose la politique anti-sociale des gouvernements de l'UE. La prolongation de l'âge de retraite, l'allongement du temps travail, la suspension des allocations, toutes ces contre-réformes libérales s'inscrivent dans les Objectifs de Lisbonne.

Ce sommet aurait pu, comme tant d'autres, passer inaperçu. C'est pourquoi, pour prendre le mal à la racine, stopper l'offensive néolibérale et avancer ses propres revendications, le mouvement alterglobaliste européen a décidé de mobiliser massivement pour un contre-sommet le 19 mars 2005. Cette décision a été



photo: indymedia.be

La IVE internationale au FSE

Beaucoup de militant/es de la IVE Internationale jouent un rôle très actif dans la préparation et l'organisation des Forums sociaux européens. Au cours du FSE de Londres, la IVE Internationale a eu ses propres activités. Un journal anglais/français a été largement diffusé.



Ken Loach

Le jeudi 14 octobre, un meeting s'est tenu avec la participation

de 400 personnes et avec, parmi les orateur/trices, le cinéaste Ken Loach, Michel Warshawski et Alain Krivine ainsi que des camarades d'Angleterre, de Catalogne et Joao Machado du nouveau parti PSOL du Brésil. Au côté du Socialist Worker Party (SWP), nos camarades anglais sont actifs au sein de la coalition politique "Respect",

qui a obtenu lors des dernières élections pour le Grand-Londres près de 5% des voix. Respect a également organisé son propre meeting, avec entre autres George Galloway parlementaire dissident du Labor, John Rees du SWP et de la "Stop The War Coalition", Tommy Sheridan du Scottish Socialist Party, une représentante de la "Walhalternative" au SPD allemand et notre camarade Olivier Besancenot de la LCR française. Un meeting combatif qui a connu un beau succès avec 2.000 participant/es. ■

prise par les 3.000 participants qui se sont réunis dans l'Assemblée des mouvements sociaux qui s'est tenue le 17 octobre dans le cadre du FSE. De plus, le 19 mars sera le deuxième anniversaire du déclenchement de la guerre en Irak.

C'est pourquoi, l'Appel des mouvements sociaux adopté à Londres, déclare: *"Nous lançons un appel pour une manifestation centrale à Bruxelles, le 19 mars, contre la guerre et le racisme, contre l'Europe néolibérale, contre les privatisations, contre le projet de directive Bolkenstein et les attaques contre le temps de travail, pour une Europe des droits et de la solidarité entre les peuples. Nous lançons un appel à tous les mouvements sociaux et au mouvement syndical européen pour être dans la rue ce jour-là"*.

Cet Appel des mouvements sociaux a également repris à son compte une série de mobilisations déjà en cours: actions contre la Directive Bolkestein le 11 novembre 2004, la semaine d'action contre le Mur d'apartheid en la Palestine du 9 au 16 novembre, les campagnes contre la Constitution européenne à la suite du sommet européen de Barcelone en janvier 2005, les actions contre le sommet de l'OTAN à Nice en février, les mobilisations du mouvement des femmes le 8 mars 2005, la proposition pour une journée d'action internationale le 2 avril 2005 contre le racisme, pour la libre circulation des personnes et contre la forteresse Europe, le contre-sommet du G8 en Ecosse les 6-8 juillet 2005...

Le Forum social européen de Londres a de nouveau attiré des milliers d'alterglobalistes. Près de 25.000 personnes étaient inscrites comme déléguées. Dans les marges du programme du FSE se sont également tenues des centaines de conférences et d'activités. La participation de la Belgique était assez remarquable puisque les syndicats FGTB et CSC ont mobilisé à eux seuls presque 450 militant/es, dépassant ainsi tous les autres syndicats européens. Les diverses organisations et associations

qui collaborent au Forum social de Belgique ont emmené ensemble quelques 200 personnes. Avec ceux et celles qui ont rejoint Londres par leurs propres moyens, c'est quelques 700 participants de Belgique qui étaient présents au total.

Une formule à réviser ?

Les forums sociaux mondiaux ont surgi d'un besoin réel de convergence, d'unité et de débats. Mais la formule risque de s'essouffler et n'est pas exempte de critique. Car, malgré sa jeunesse, le mouvement est confronté à de nombreuses questions. Quelle stratégie? Quel cahier de revendication? Quelles alternatives? Quelles méthodes organisationnelles? Quels groupes sociaux peuvent changer la société? Quel autre monde voulons-nous ?

Ces débats traversent souvent les forums sociaux mais ces derniers, en tant qu'espaces de débats et

d'échanges, ne peuvent décider de rien en tant que tels. En d'autres termes: ces forums permettent de mener le débat dans le mouvement sur une base aussi large que possible, mais sans pouvoir trancher. Avec le risque de se transformer en un gigantesque moulin à paroles.

Malgré tout, ces forums ont montré leur utilité pratique puisque c'est dans leur cadre ou parallèlement à eux que des actions coordonnées voient le jour, comme ce fut le cas pour la journée d'action mondiale contre la guerre en Irak le 15 février 2003. Afin d'éviter une certaine impasse et renforcer son utilité pratique pour les luttes, le prochain Forum social mondial de Porto Alegre en 2005 verra sa méthodologie sensiblement modifiée. Pratiquement tous les axes et thèmes de discussion seront organisés de telle sorte qu'ils puissent déboucher sur des actions coordonnées concrètes. ■

Appel de l'Assemblée des mouvements sociaux Londres 2004 (extraits)

Nous sommes issus de toutes les campagnes et de tous les mouvements sociaux et citoyens, organisations de "sans", organisations syndicales, organisations de défense des droits humains, organisations de solidarité internationale, mouvements féministes, mouvements pacifistes contre la guerre. (...)

La guerre représente aujourd'hui le visage le plus dur et le plus sombre du libéralisme. (...) Le dérèglement climatique à l'échelle mondiale est une menace sans précédent pour l'avenir de nos enfants et de l'humanité. Nous soutenons l'appel des organisations environnementales pour une action internationale sur le changement climatique en 2005. Nous soutenons les campagnes contre les OGM et pour une agriculture, une alimentation et un environnement sûrs. (...) Nous luttons pour une autre Europe qui rejette le sexisme et les violences faites aux femmes et reconnaît le droit à l'avortement. (...) Nous sommes contre le racisme et l'Europe forteresse, pour les droits des migrants et des demandeurs d'asile, pour la liberté de circulation, pour la citoyenneté de résidence et la fermeture

des centres de rétention. Nous sommes contre l'expulsion des immigrés. (...)

Au moment où le traité constitutionnel européen entre dans la phase de ratification, nous tenons à affirmer qu'une consultation directe des peuples de l'Europe est nécessaire. Ce projet ne répond pas à nos aspirations. Ce traité constitutionnel consacre le néolibéralisme comme doctrine officielle de l'UE. (...) Le mouvement social européen soutient la mobilisation nationale du 30 octobre en Italie lors de la signature du traité constitutionnel européen. (...) Alors que la nouvelle Commission européenne affiche sans vergogne un profil ultralibéral, il nous faut engager un processus de mobilisation à l'échelle de toute l'Europe pour imposer la reconnaissance des droits sociaux, politiques, économiques, culturels et écologiques, tant individuels que collectifs, des femmes comme des hommes. Ce processus de mobilisation, qui doit permettre l'implication de tous les peuples d'Europe doit regrouper, au-delà des divergences, toutes les forces prêtes à s'engager à lutter contre le modèle néolibéral européen. (...) ■

La Turquie veut adhérer à l'Union européenne. Le 6 octobre, la Commission européenne a plus ou moins donné son feu vert pour entamer des négociations. Plus ou moins, parce qu'il reste quelques obstacles de taille: les droits de l'homme, les droits des Kurdes et l'Etat de droit font encore défaut. Ce n'est pourtant pas la Commission, mais le sommet européen des chefs d'Etat du 17 décembre à Amsterdam qui décidera si - quand et comment - la Turquie pourra commencer des négociations d'adhésion à l'Union européenne. PAR CHRIS DEN HOND *

La Turquie: OUI MAIS

Le débat fait déjà rage. La droite européenne, "blanche et chrétienne", s'insurge: "Trop grand, trop musulman, trop asiatique, trop près du Moyen-Orient". La droite est contre l'adhésion de la Turquie pour des raisons qui ne sont pas les nôtres. L'argument des origines "judéo-chrétiennes" de l'Europe ne tient pas le coup. Les quelques millions de musulmans qui vivent déjà en Europe sont-ils de faux européens? L'argument des frontières européennes, qui s'arrêtent à Istanbul, est à l'avenant. La Turquie fait partie du Conseil de l'Europe depuis les années 50 et de l'OTAN depuis le début de la guerre froide pour aider l'occident à "endiguer le communisme". Pour cela, la Turquie était belle et bien européenne ou occidentale. Bref, la droite a du mal à cacher ses arguments racistes. De temps en temps, elle utilise "les violations des droits de l'Homme en Turquie" pour ne pas avoir à dire qu'elle a peur des musulmans. Et lorsque le parlement turc veut adopter une loi criminalisant l'adultère, les démocrates-chrétiens allemands deviennent soudain d'ardents défenseurs de l'adultère. Pas très crédible tout ça.

De l'autre côté de l'échiquier politique, on trouve des partisans de l'adhésion immédiate et sans trop de conditions chez une partie des socialistes, surtout britanniques et aussi chez des hommes d'affaires et l'inévitable Georges W. Bush. Ce dernier intervient dans les affaires intérieures européennes en insistant sur la nécessité d'inclure la Turquie le plus vite possible et sans conditions pour empêcher qu'elle ne glisse dans le camp des "anti-occidentaux", des "terroristes". Des hommes d'affaires, impatientes de faire du business jugent que la Turquie a déjà fait d'énormes progrès concernant les droits de l'Homme.

Alors faut-il accepter la Turquie dans

l'Union européenne sans plus attendre? Certains disent que la gauche révolutionnaire n'a pas à poser des conditions: si "le peuple d'un pays" veut adhérer, "ce n'est pas à nous de poser des conditions" entend-on. Mais que faire alors avec Israël, un Etat à caractère ouvertement raciste, dont le ministre des affaires étrangères Netanyahu a déjà demandé l'adhésion à l'UE alors qu'il est en train de commettre un sociocide contre le peuple palestinien?

Il faut donc, selon nous, pouvoir dire oui à un pays qui veut devenir membre de l'UE à condition que ce pays respecte les critères politiques de Copenhague. Ces critères stipulent une série de droits de l'Homme et de droits des minorités. Il ne s'agit pas ici d'une lutte pour le socialisme, mais de la défense des acquis démocratiques élémentaires pour lesquels notre mouvement ouvrier et social s'est durement battu. C'est en plus un outil de pression précieux vis-à-vis de la Turquie, un outil qui met en phase nos forces démocratiques en Europe avec celles en Turquie et avec le mouvement de libération kurde. Ne pas poser des conditions démocratiques pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne sous prétexte que "de toute façon l'Union européenne est une entité impérialiste" ouvrirait les portes à une Turquie militaire, nationaliste de droite et répressive.

Avec les Kurdes et les Turcs progressistes, nous exigeons donc que la Turquie prenne les mesures suivantes, avant juillet 2005, donc avant le début des négociations sur l'adhésion:

- liberté d'opinion, liberté d'enseignement dans sa langue maternelle, liberté des médias (1).
- droit au retour aux villages, abolition du

- systeme des "gardiens de village" (2).
- les militaires dans les casernes (3) .
- libération de tous les prisonniers politiques, donc aussi d'Abdullah Öcalan, dialogue avec la résistance kurde et tolérance zéro pour la torture. ■

* Chris Den Hond est journaliste/cameraman à la télévision kurde par satellite ROJ TV et membre fondateur de la Coordination belge "Stop la guerre contre le peuple kurde", associant 150 organisations et individus.

(1) Deux écoles privées de langue kurde viennent d'ouvrir leurs portes, mais elles ne font pas partie de l'enseignement officiel, les professeurs et les élèves sont étroitement surveillés, les cours se déroulent après les heures normales d'école. Si l'agence de presse du DIHA (qu'on ne peut appeler "kurde", cela serait puni pour "incitation à la haine raciale") travaille plus librement au Kurdistan de Turquie depuis la fin de l'état d'exception dans ces provinces. Par contre, la télévision locale kurde GUN-TV à Diyarbakir a été interdite pour un mois parce que deux hommes politiques s'y sont prononcés en kurde pour la reconnaissance de leur langue et de leur identité. D'autre part, si la télévision publique nationale TRT émet une demi-heure par semaine en langue kurde (très académique, donc quasiment incompréhensible pour les Kurdes), la télé kurde par satellite ROJ-TV (ex-MED-TV) qui émet de Denderleeuw en Belgique, reste toujours interdite en Turquie car accusée d'être "une télé-terroriste".

(2) Les villageois des 4.000 villages et hameaux détruits dans les années 90 n'ont toujours pas le droit au retour. Pour retourner sur leurs terres, ils doivent signer une lettre déclarant que c'est le PKK qui a détruit le village, et pas l'armée turque. Il faut enlever toutes les entraves au retour et indemniser tous ces réfugiés. En outre, il faut abolir le système de "gardiens de village", des villageois kurdes, payés et armés par l'Etat pour collaborer contre les rebelles du PKK (aujourd'hui Kongra Gel).

(3) Depuis le coup d'état de 1981, c'est le conseil de sécurité national, composé de militaires, qui prend les décisions politiques. Ainsi, lors des réunions de l'OTAN, le ministre de la défense turc, avant de pouvoir décider quoi que ce soit, doit demander la permission à son général.

Alors que la campagne électorale aux Etats-Unis bat son plein, il est de plus en plus évident que les troupes d'occupation alliées ont perdu le contrôle, non seulement militaire mais également politique, d'une bonne partie de l'Irak. Il suffit de regarder les informations télévisées pour constater que chaque jour de nouveaux secteurs de la population irakienne rejoignent la résistance, chacun avec ses méthodes et formes de lutte et, également, avec des objectifs distincts.

PAR G. BUSTER

LA LUTTE

de la résistance pour la libération nationale

Depuis l'insurrection de l'Armée du Madhi shiite, qui s'était terminée par la levée du siège de Najaf par des dizaines de milliers de manifestants emmenés par l'Ayatollah Sistani, jusqu'aux derniers attentats qui ont eu lieu au cœur même de la "Zone Verte" de Bagdad, les troupes d'occupation alliées sont sans cesse contraintes à se retirer en perdant le contrôle de zones entières du pays ou à recourir à des méthodes de terrorisme colonial aveugle.

Quoiqu'il en soit sur le terrain militaire, les occupants sont d'ores et déjà en train de perdre la bataille politique, qui est la plus importante. Le gouvernement provisoire fantoche d'Allawi ne compte que sur les troupes d'occupation et l'appui des exilés pro-étatsuniens qui s'enrichissent à vue d'œil avec les commissions des contrats de reconstruction. A chaque fois que la police irakienne s'est affrontée aux diverses forces de la résistance, elle s'est divisée et une partie importante a refusé de combattre ou a purement et simplement déserté avec armes et bagages, notamment pour rejoindre cette même résistance.

L'objectif des Etats-Unis est de tenir des élections en janvier 2005. Mais Kofi Annan lui-même a déclaré que, dans les conditions actuelles, les Nations Unies considéraient ces élections comme impossibles et a proclamé la guerre et l'occupation illégales.

Objectif: bloquer les élections

Le principal objectif tactique de la résistance est effectivement de rendre impossible la tenue d'élections soi-disant démocratiques sous les auspices d'Allawi et des baïonnettes US. Il s'agit de saboter poli-

tiquement et matériellement le processus de légitimation institutionnelle de la guerre, de l'occupation et du pillage du pays que représentent ces élections. Et, jusqu'à présent, cet objectif est un succès, bien qu'au prix de terribles pertes humaines pour les Irakiens.

La question de savoir ce qui se passera par la suite reste ouverte, car l'unité de la résistance irakienne est loin d'être acquise. Les différents groupes ethniques, religieux et sociaux luttent également pour modifier les rapports de force en leur faveur en constituant chacun leur groupe armé et en mobilisant leur base. L'élément islamiste radical lié à Al-Qaoueda est certainement présent, surtout lorsqu'il s'agit d'attentats terroristes aveugles qui touchent la population civile. Sans vouloir justifier ces derniers, notons que les représailles des forces d'occupation contre la population civile ont un caractère tout aussi aveugle et terroriste. Mais ce sont plutôt les forces nationalistes et religieuses qui dominent et qui mènent clairement une lutte politico-militaire légitime de libération nationale. Il est peu probable qu'un modèle de consensus politique entre ces différents secteurs de la résistance puisse émerger rapidement de cette situation.

La lutte de la résistance, en plus d'obstruer le processus d'institutionnalisation du régime fantoche, a bien entendu cherché à influencer indirectement les élections présidentielles aux Etats-Unis. A ses yeux, la défaite de Bush rendrait plus difficile, à

court terme, le maintien des troupes d'occupation, coincées entre les attaques militaires quotidiennes et les mobilisations pacifistes.

Organiser la solidarité

En Europe et aux Etats-Unis, bien que le mouvement anti-guerre ait perdu une partie de sa capacité de mobilisation et que les enlèvements et assassinats de ressortissants étrangers en Irak "criminalisent" aux yeux d'une partie de l'opinion l'action de toute la résistance, il est fondamental d'affirmer notre solidarité avec le peuple irakien dans sa lutte de libération nationale. Au fur et à mesure de son renforcement, des clarifications politiques se feront jour parmi les différents secteurs qui composent la résistance. La solidarité politique envers cette dernière devra également définir et mieux profiler ses objectifs quant au futur de l'Irak, de toute la région, et souligner les connexions multiples entre ce conflit et la Palestine.

Pour ce faire, les formes organisationnelles de la solidarité doivent également s'adapter aux nouvelles circonstances. Il s'agit de maintenir à la fois les mobilisations larges contre la guerre avec la création de comités et de réseaux de solidarité concrète dans lesquels la discussion politique peut être approfondie. Leur coordination permettrait de réaliser des tâches humanitaires avec le peuple irakien et avec les forces de gauche de la résistance qui, bien que très faibles, existent malgré tout en Irak et dans tout le Moyen-Orient. ■



Vladimir Poutine et George W. Bush ont beaucoup en commun. Ils sont alliés dans la lutte contre le "terrorisme international" et ils abusent des mêmes moyens dans cette lutte: violence militaire et réduction des droits et libertés démocratiques. Aucun des deux ne recule devant l'utilisation des méthodes de terreur: Bush fait bombarder des quartiers et des villes en Irak. Poutine mène une politique de terreur depuis cinq ans en Tchétchénie. PAR FREDDY DE PAUW

Le retour des TSARS

Lors des actions du commando de Beslan début septembre, Poutine a su faire d'une pierre deux coups. D'abord il a réussi à convaincre une bonne partie de l'opinion publique mondiale que la Russie était menacée par le "terrorisme international islamiste" - les allégations de la présence d'Arabes dans le commando viennent de là. Et il a profité de Beslan pour élargir fortement le pou-

breux "Arabes", même si aucune indication concrète n'a permis de soutenir ces déclarations. D'ailleurs, l'enquête à propos de ces événements a été menée de façon très discrète. Ce n'est pas de ce côté que viendront les réponses à nos questions. Que s'est-il passé? Qui étaient les membres du commando? Pourquoi ce dénouement dramatique? Qu'est-ce qui a précédé à ces événements?

depuis dix ans, avec une interruption entre 1996 et 1999. Une population d'un peu plus d'un million de personnes a littéralement été décimée: entre 80.000 et 150.000 citoyens sont morts, la grande majorité tuée par l'armée, les unités dites "spéciales" et les milices prorusses. Des centaines de milliers d'autres sont devenus réfugiés.

Malgré l'ampleur de la terreur, ce carnage atteint à peine les nouvelles internationales. Les médias russes sont très majoritairement fidèles au pouvoir. Ils se font échos du Kremlin. Les médias étrangers et les ONG sont éloignés de la Tchétchénie, sauf à l'occasion de visites de propagande. Les élections présidentielles organisées par Moscou dans la république en sont un exemple.

La terreur émane surtout des razzias des unités spéciales russes et des milices, composées aussi de Tchétchènes, par lesquelles des jeunes gens sont régulièrement enlevés. On apprend ensuite que leurs corps ont été retrouvés près de leur village ou de leur quartier, souvent mutilés. Parce que des jeunes femmes ont participé à des actions terroristes contre le pouvoir, une "opération Fatima" a été menée pour enlever celles qui pourraient songer à devenir kamikaze. Il s'agissait surtout des jeunes dont le frère, le mari ou un autre membre de la famille avait été tué lors d'une opération précédente.

Malgré tout cela, les Russes perdent la Tchétchénie. Ils sont sur la défensive. Avec une présence de 100.000 militaires et une terreur sans bornes,

Une des seules personnes qui a pu nous apprendre quelque chose est Rouslane Aouchev, l'ex-président de l'Ingoutie (entre l'Ossétie du Nord et la Tchétchénie). Il a été destitué par Poutine et a engagé un dialogue avec le commando de sa propre initiative et à ses risques et périls. Il a déclaré qu'il avait vu des personnes de type

Ingouche, de type Ossète et de type... Slave dont des Russes et des Ukrainiens. Il n'avait vu personne de type arabe. En 1999, il y avait aussi eu des rumeurs concernant les Arabes. On a compris plus tard qu'il s'agissait de Tchétchènes de la diaspora: une partie des anciens réfugiés qui s'étaient établis au Proche-Orient.

Les oubliés et les oubliés

Avec Beslan, un nouvel intérêt pour la question Tchétchène est soudainement apparu dans les médias mondiaux. Ici et là, le lecteur attentif a pu trouver des indices de la politique de terreur que l'armée russe mène dans cette région. Mais cette terreur dure

voir du Kremlin. Ainsi, les gouverneurs et présidents des régions et territoires autonomes ne seront plus élus mais nommés par Moscou. Beslan n'était qu'un prétexte. En juin déjà, bien avant la tragédie, une loi avait été adoptée pour limiter le droit de manifester. Et depuis longtemps des lois limitent les activités des médias.

Les "Arabes"

Poutine a présenté la tragédie en Ossétie du Nord comme une action du terrorisme international contre la Russie. Des bruits ont été répandus comme quoi le commando de terreur serait notamment constitué de nom-



ils perdent la guerre de Poutine. Poutine souffre du même handicap que de nombreux autres dictateurs: il n'entend ni ne voit plus que ce qu'il veut entendre et voir. Sa cour sait que le patron déteste les mauvaises nouvelles et ceux qui les apportent relatent donc une image très édulcorée de la réalité. Les anciens cadres du KGB devraient pourtant savoir que faire l'autruche finit par coûter très cher. Poutine répand maintenant l'illusion que sa politique de "Tchéchéenisation" a réussi. L'année passée, il a fait élire son candidat, Kadyrov, avec des élections truquées. Kadyrov était le représentant d'un clan dont les chefs étaient prêts à collaborer, à condition que Moscou les laisse s'enrichir par des activités maffieuses: contrebande d'armes, de drogues et du pétrole. Kadyrov pouvait compter sur son fils, Ramzan, dont la milice a la réputation d'être particulièrement meurtrière lors des razzias.

Des rebelles ont fait sauter Kadyrov. Poutine a donc organisé de nouvelles élections selon la formule éprouvée. Son nouveau candidat, Alou Alchanov, a brillamment été élu. Alors que les observateurs neutres ont à peine recensé quelques électeurs, les chiffres officiels parlaient d'une mobilisation de masse.

L'assassinat de Kadyrov n'est qu'une opération parmi de nombreuses autres qui montre que les militaires russes ne contrôlent qu'une partie du territoire, et ce pendant une partie de la journée. La situation fait penser à la Vietnamisation que les Etats Unis ont connue à Saïgon. Aujourd'hui, tout le monde admet que c'était une illusion, et les résultats sont connus.

Une Guerre coloniale

Dans les deux cas, c'est d'une guerre coloniale qu'il s'agit. Les Tsars ont eu besoin de trente ans de combat pour conquérir ce territoire avec des moyens militaires lourds au XIXe siècle. La ville qu'ils ont fondée au début des années 1800 s'appelle "la terrible": Grozny. Malgré tout, ils

n'avaient pas le contrôle réel de la Tchétchénie. L'Armée Rouge a mis plusieurs années pour prendre le contrôle de la Tchétchénie après la révolution d'Octobre. C'est Staline, avec sa politique chauvine grand russe, qui a mené l'offensive pour y établir son contrôle. En 1944, il a pris des mesures drastiques pour mater la Tchétchénie, l'Ingoutie et quelques autres territoires. La population indigène a été déportée massivement vers l'Asie Centrale. Des centaines de milliers de déportés ont péri lors du



transport. Toutes ces populations étaient censées être collectivement et objectivement alliées aux nazis. Pourtant, de nombreux Tchétchéens combattaient dans l'Armée Rouge de façon exemplaire.

En 1956, cette situation a été corrigée. L'accusation a été retirée. Les Tchétchéens, les Ingouches et certaines autres populations ont pu rentrer chez elles - pas toutes: les Tatares de Crimée n'ont pas pu rentrer car Kroutchev avait offert la Crimée à l'Ukraine en 1954 pour le 300e anniversaire de l'union entre la Russie et l'Ukraine. Les Ingouches n'ont pu que constater le rattachement d'une partie importante de leur territoire à l'Ossétie du Nord. Il ne serait donc pas si étonnant que des Ingouches soient impliqué/es dans des actions de terreur comme celle de Beslan. En 1992, des centaines d'Ingouches furent assassinés et des dizaines de milliers d'autres chassés de l'Ossétie du Nord.

Avant cela, lors de l'implosion de l'Union Soviétique en 1991, feu le général Doudaev avait sans tarder déclaré l'indépendance de la Tchétchénie. Il bénéficiait d'un large soutien des Tchétchéens ethniques mais aussi de nombreux autres habitants du territoire, dont de nombreux Russes.

Moscou s'en souciait peu. Au contraire, les militaires de la garnison ont quitté la Tchétchénie en abandonnant leurs arsenaux, qu'ils ont vraisemblablement vendus aux indépendantistes au pouvoir.

Moscou tolérait donc paisiblement une Tchétchénie indépendante. Du moins jusqu'au choc causé par l'Azerbaïdjan, une ancienne république soviétique. En 1994, cette République a conclu un accord pétrolier avec un consortium de compagnies, majoritairement occidentales, pour l'exploitation de champs pétroliers importants sous la Mer Caspienne. Les oligarches russes du pétrole ont soudainement pris conscience que la concurrence internationale était présente dans leur propre sphère. Les oléoducs qui transportaient le pétrole caspien ont tout d'un coup pris une nouvelle importance stratégique. Mais l'or noir était acheminé vers Novorossisk via les terres Tchétchéennes.

Dans les semaines qui ont suivi l'accord azéri, Moscou a essayé de reprendre le contrôle de la Tchétchénie avec des milices irrégulières. Il y a eu des escarmouches aux frontières, sans résultats. En décembre 1994, les troupes russes ont envahi le pays, couvertes par une force aérienne qui bombardait joyeusement et courageusement toute cible lui semblant digne d'intérêt. Un des arguments avancés dans la presse russe pour expliquer l'invasion soutenait que la Tchétchénie était un nid de maffieux. Au même moment, la mafia Tchétchéenne reprenait une grande partie des casinos et hôtels dans le quartier du Kremlin... ■

...Suite au prochain numéro...

Jeudi 7 octobre vers 18h GMT, deux serveurs Indymedia hébergés par la compagnie Rackspace ont été déconnectés. Ces serveurs hébergent plus de 20 sites du réseau d'informations alternatives Indymedia (dont Indymedia-Liege) ainsi que les streamings radio de plusieurs stations, BLAG (une distribution Linux) et différents autres projets. Les preuves s'accroissent que les autorités d'au moins quatre pays (la Suisse, l'Italie, le Royaume-Uni et les USA) sont impliquées dans la saisie des serveurs. PAR MILUSKAYA (AVEC INDYMEDIA)

FBI vs Indymedia

Un porte-parole du FBI, Joe Parris, a confirmé à l'Agence France-Presse que le FBI avait agi "à la demande d'un pays tiers". Le 8 octobre, la compagnie Rackspace a publié un communiqué (voir encadré) indiquant qu'elle avait accepté de donner les serveurs suite à une injonction relevant du Mutual Legal Assistance Treaty (traité d'assistance légale mutuelle). Ce traité établit des procédures d'assistance mutuelle entre pays pour des enquêtes relatives à des faits de terrorisme international, de kidnapping et de blanchiment d'argent.

Aidan White, secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes, a déclaré: *"Nous sommes les témoins d'une opération internationale de police intolérable et intrusive contre un réseau spécialisé dans le journalisme indépendant. La manière dont ceci a été mené sent plus l'intimidation contre l'enquête journalistique légitime que l'investiga-*

tion criminelle"(1).

Les volontaires d'Indymedia ont été réduits à des spéculations quant aux raisons possibles de cette opération. Indymedia Suisse soupçonne que l'injonction pourrait être en relation avec la publication sur un site français (IMC Nantes) de deux photos de policiers suisses infiltrés lors des événements à l'occasion du G8 en Suisse en 2003. Pour sa part, Indymedia Italie ne peut que supposer que la demande est motivée par l'attitude des autorités italiennes vis-à-vis d'Indymedia, ouvertement hostile depuis le sommet du G8 de 2001 à Gènes.

Mercredi 13 octobre, le matériel informatique saisi d'Indymedia a été mystérieusement restitué de la même manière qu'il avait disparu - sans qu'aucune information ne soit fournie sur la raison de la saisie, sur ses auteurs ni sur ceux qui l'ont ordonnée.

Le 15 octobre, Indymedia Italie reçoit la confirmation que l'ordre de saisir les disques durs d'Indymedia dans les bureaux londoniens de Rackspace provenait du parquet de Bologne. Marina Plazzi, la juge qui enquête sur la FAI (Federazione Anarchica Informale) et sur les colis piégés

visant le Président de la Commission européenne Romano Prodi, a envoyé une demande de renseignements aux autorités américaines au sujet d'articles publiés sur italy.indymedia.org, un des 20 sites Indymedia hébergés sur le serveur britannique. Les autorités américaines, allant plus loin que les exigences de la demande de renseignements, ont alors émis un ordre de saisie des disques durs.

Le FBI a eu une réaction "extrême" en saisissant les logs, allant au-delà de l'injonction du tribunal. Le parquet n'ayant pas avalisé la saisie, le matériel informatique a été restitué à Rackspace. Les documents de l'injonction américaine n'ont pas encore été divulgués, mais ont été réclamés pour des raisons de clarté. Indymedia découvre lentement la vérité sur l'affaire et n'abandonnera pas tant que toute la lumière n'aura pas été faite.

Aujourd'hui, les sites indymedia sont à nouveau visibles, mais ils ont subi d'incommensurables pertes de données. Combien d'heures de travail volontaire gachées lorsqu'on sait que plus d'un million d'articles ont disparu par la malveillance de nos démocraties. ■

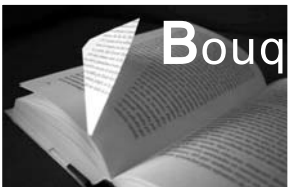
(1) voir: <http://www.ifj.org/default.asp?Index=2734&Language=EN>

"Dans la présente affaire concernant Indymedia, Rackspace Managed Hosting, une société américaine avec une implantation à Londres, agit conformément à une assignation relevant d'un Mutual Legal Assistance Treaty, qui établit des procédures d'assistance mutuelle entre pays pour des enquêtes relatives à des faits de terrorisme international, de kidnapping et de blanchiment d'argent. Rackspace a répondu à une assignation d'un commissaire, dûment émise en vertu du titre 28, section 1782, Code des États-Unis, dans une enquête qui n'a pas été lancée aux États-Unis. Rackspace agit en entreprise citoyenne et coopère avec les autorités judiciaires internationales. Le tribunal interdit à Rackspace tout commentaire à ce sujet". ■

Signez la pétition sur: <http://solidarity.indymedia.org.uk/?lang=fre>



La solution à l'équation emploi-environnement dans l'affaire DHL ? Un auteur anonyme l'a trouvée sur la Toile...



Bouquinages

" **Le cri du peuple - Le testament des ruines** ", Tome 4, Tardi et Vautrin, éd. Casterman, 80 pages en noir et blanc. Environ 18 euros. Une ode à une utopie fauchée par la mitraille, tel est ce "cri du peuple" qui relate l'épisode de la Commune de Paris en 1871 et dont le dernier chapitre s'écrit à la fin mai, à Melimontant, lorsque des centaines de révolté/es seront fusillé/es devant l'un des murs du Père-Lachaise.

Tardi s'est à ce point senti porté par son sujet qu'aux trois tomes que devait compter "Le cri du peuple", il vient d'en ajouter un quatrième dont, cette fois encore, le souffle graphique laisse le lecteur sans voix. "Le testament des ruines" ravive les vagues ultimes du bain de sang dans lequel fut noyée la Commune. S'achève ainsi un récit fleuve, développé d'abord dans "Les canons du 18 mars", "L'espoir assassiné" puis "Les heures sanglantes". Publiés en 4 ans, 4 albums de rêve, d'espoir et de rage, qui transposent magistralement le livre de Jean Vautrin. Lorsque Tardi évoque la répression du printemps 71, il fulmine: "aujourd'hui, affirme-t-il, des hommes comme Mac-Mahon et Thiers, qui écrasèrent l'insurrection, seraient poursuivis pour crime contre l'humanité". A lire et à regarder absolument ! ■

E. MATRIGE



ABONNEZ-VOUS À INPRECOR

La IVème Internationale publie chaque mois en plusieurs langues une revue qui traite des grands problèmes mondiaux et des luttes des travailleurs de tous les continents. La rédaction de cette revue INPRECOR (Information-presse-correspondance) est très ouverte et si ses correspondants sont progressistes ils ne sont pas tous militants de notre Internationale. Publier INPRECOR coûte cher et pour que cette source d'information indispensable aux militants internationalistes puisse poursuivre sa publication, votre aide est nécessaire. Cette aide permettra d'éviter que le prix de notre revue ne devienne prohibitif.

Pour s'abonner: 30 euros pour six mois, 25 pour les chômeurs et les jeunes de moins de 25 ans ou 55 euros par an. Un abonnement de soutien revient à 60 euros ou davantage.

On peut s'abonner en versant cette somme en Belgique au compte belge: 001-1050035-86, à l'adresse d'INPRECOR-P.E.C.I. 27 rue TAINÉ à Paris 12ème. ■

G. DOBBELEER

Santé!



Un américain, un Anglais et un Iraquien sont dans un bar, un soir, en train de siroter une bière. Le Yankee boit sa bière et tout à coup lance son verre, dégaine son colt et explose le verre en l'air. Il dit :

- "Aux States, nos verres sont si bon marché qu'on n'est pas obligés de boire deux fois dans le même".

Le British, un peu impressionné, boit sa bière, lance son verre en l'air, dégaine son colt et explose le verre. Il dit :

- "En Angleterre on a tellement de sable pour faire nos verres qu'on n'a pas à boire deux fois avec le même".

L'Iraquien, paisible, boit son Meca Cola, lance son verre en l'air, dégaine son colt et bute l'Américain et l'Anglais. Il dit :

- "En Irak, on a tellement d'Américains et d'Anglais qu'on n'est pas obligés de boire deux fois avec les mêmes". ■

sommaire

ALTERNATIVES

■ **Bombe-spotting** 2

EDITO

■ **Quels syndicats pour quelle société?** 3

ECO-LOGIQUE

■ **Kyoto ratifié...** 4

REB'ELLES

■ **Réparer l'excision ...** 6

ÇA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS

■ **Mexique-Europe...** 7

SOCIAL

■ **Arcelor. Justice de classe...** 8

■ **Enseignement. Enveloppe fermée...** 9

■ **Flexibilité...** 11

DÉBATS

■ **Brésil: la question du parti...** 14

PLANÈTE SANS VISA

■ **Mondialisation et asile...** 16

INTERNATIONAL

■ **Europe. Non au Traité constitutionnel...** 19

MOUVEMENTS

■ **FSE... Bruxelles en première ligne** 20

INTERNATIONAL

■ **Turquie. Oui mais...** 22

■ **Irak. La lutte de la résistance...** 23

■ **Tchéchénie. Le retour des Tsars** 24

MÉDIAS

■ **FBI vs Indymedia** 26

ARRÊT SUR IMAGE 27

BOUQUINAGES 27

SOIRÉE D'HOMMAGE À PIERRE LEGRÈVE
Mardi 9 novembre, 18h30, CGSP, 17 rue du
Congès, Bruxelles.

La régionale de Bruxelles de la CGSP-Enseignement s'associe à la fondation Léon Lesoil pour organiser une séance d'hommage à notre camarade Pierre Legrève, décédé le premier août dernier. Avec notamment la présence de Ahmed Ben Bella, premier président de la république algérienne et Michel Vrancken, président du syndicat CGSP-Enseignement de la Communauté française. Nous verrons également un film d'Hugues Le Paige évoquant la guerre d'Algérie.

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de **la gauche**, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT.** Le débat au centre... de **la gauche**. Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.